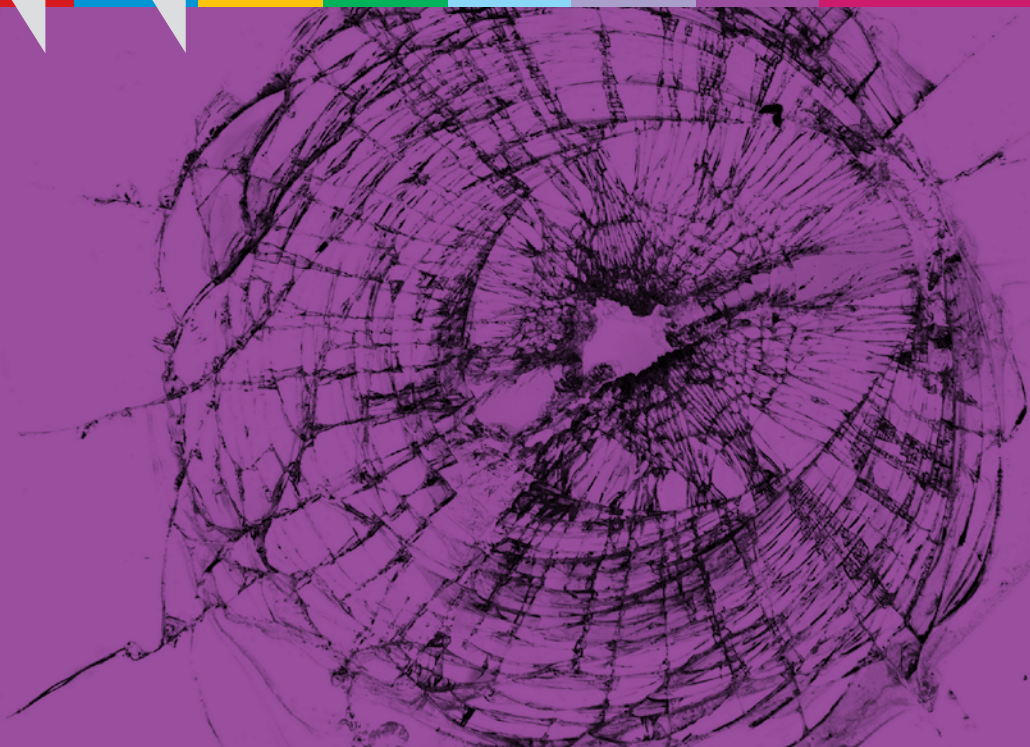




# **Relier la Réforme des systèmes de sécurité et la Réduction de la violence armée**

**NOTE DE PROGRAMMATION**





Conflits et fragilité

# **Relier la réforme des systèmes de sécurité et la réduction de la violence armée**

NOTE DE PROGRAMMATION



Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2011), *Relier la réforme des systèmes de sécurité et la réduction de la violence armée : Note de programmation*, Conflits et fragilité, Éditions OCDE.  
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264119987-fr>

ISBN 978-92-64-11998-7 (PDF)

Collection : Conflits et fragilité  
ISSN 2076-6394 (en ligne)

**Crédits photo :** Couverture © Franco Bosetti/Dreamstime.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2011

---

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

## *Avant-propos*

La violence armée est la réalité quotidienne de millions de personnes dans le monde. Plus de 700 000 personnes meurent chaque année des conséquences de cette violence armée et un nombre encore plus élevé connaît la perte d'un proche et en garde des séquelles psychologiques et physiques à jamais. L'impact de la violence armée va encore plus loin et son influence négative touche le développement, la paix et la bonne gouvernance en créant souvent un climat d'impunité et de corruption et en sapant les institutions publiques. La violence armée est étroitement liée à la criminalité internationale, à la misère et aux abus associés aux trafics d'armes, de drogues et d'êtres humains. Enfin, son impact économique est frappant et la perte de productivité due à la violence armée hors conflits à elle seule est estimée à plus de 95 milliards de dollars par an. Cette violence a également une importante dimension liée à la jeunesse et au genre. La majorité des auteurs et des victimes de violences sont des hommes. Les femmes et les jeunes filles, quant à elles, sont plus exposées au risque de subir des violences telles que les violences infligées par leur partenaire, la maltraitance des enfants, les violences sexuelles ou axées sur le genre, sont toutes des violences moins visibles et commises dans le cercle privé. Mesurer la réduction de la violence revient donc à mesurer la réduction des souffrances humaines.

Le document de l'OCDE CAD intitulé *Réduire la violence armée, permettre le développement* et publié en 2009, reconnaît que les niveaux accrus de la violence armée dans les pays hors conflits, les liens croissants entre les conflits et la criminalité, la croissance rapide des jeunes dans les pays du sud et l'accélération de l'urbanisation non réglementée sont de réels défis à surmonter. Cette publication a fourni une méthodologie à suivre pour aider les donneurs dans la difficile tâche de la programmation pour la Réduction de la violence armée. Sur la base de ce document, trois notes de programmation analysant les types spécifiques de la violence armée ont été élaborées pour : ***les jeunes et la violence armée, la violence armée dans les milieux urbains et la Réforme des systèmes de sécurité pour la Réduction de la violence armée***. Chacune de ces notes a pour objectif de renforcer notre compréhension de ces dynamiques et d'offrir des outils pratiques destinés aux évaluations, à la conception, à la gestion des risques, au suivi et à l'évaluation des

programmes, ainsi que pour identifier les points d’ancrage pour la programmation directe et indirecte.

2011 est une année importante pour unir les efforts planétaires en vue de réduire la violence armée avec l’organisation d’une série de séminaires sur les meilleures pratiques régionales et la conférence à haut niveau sur la Réduction de la violence armée dans le cadre de la déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, prévue en octobre 2011. J’encourage fortement le recours à ces notes de programmation pour mieux comprendre ces questions fondamentales de développement et soutenir les nouvelles directives de programmation innovantes pour la Réduction de la violence armée.



Jordan Ryan  
Administrateur adjoint et  
Directeur du Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement  
Programme des Nations Unies pour le Développement

## *Remerciements*

Cette note de programmation a été préparée pour le Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (INCAF) de l'OCDE-CAD. Les recherches et l'élaboration ont été conduites par Maria Derks et Megan Price de l'unité de recherche sur les conflits de l'institut Clingendael. Un panel d'experts, y compris des membres du conseil consultatif sur la Réduction de la violence armée (RVA) de l'INCAF, a également participé à l'élaboration de cette note, il a fourni un retour d'informations perspicace lors de la conception et la révision éditoriale de ce document. Nous remercions particulièrement les personnes suivantes pour leur participation : David Atwood et Adam Drury des bureaux *Quaker* auprès des Nations Unies (QUNO), Klaus Ljoerring Pendersen du Danish Demining Group, Hesta Groenewald et Simon Rynn de l'organisation indépendante Saferworld, Rosan Smits de l'unité de recherche sur les conflits de l'institut Clingendael et Amélie Gauthier de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE). Un chaleureux remerciement également au gouvernement des Pays Bas pour le financement de cette note. Nous tenons enfin à remercier le secrétariat du Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (INCAF) de l'OCDE-CAD pour leurs conseils et assistance et plus particulièrement Rory Keane, Erwin van Veen, Sarah Cramer et Joshua Rogers.





## *Table des matières*

<b>Abréviations et acronymes</b> .....	9
<b>Notes de programmation de l'OCDE sur la Réduction de la violence armée</b> . . .	11
<b>Introduction</b> .....	13
<b>1. Les concepts de la Réforme des systèmes de sécurité et de la Réduction de la violence armée</b> .....	15
La Réforme des systèmes de sécurité .....	15
La Réduction de la violence armée .....	16
Les synergies conceptuelles entre la RVA et la RSS .....	19
<b>2. L'évaluation et la conception</b> .....	23
Appliquer le prisme de la violence armée aux évaluations de la RSS .....	24
Les techniques d'évaluation innovantes .....	30
La conception des programmes .....	32
<b>3. Les synergies entre la Réduction de la violence armée et les activités de programmation de la Réforme des systèmes de sécurité</b> .	35
La RVA se concentre sur la RSS .....	35
La programmation complémentaire de la RVA et de la RSS .....	35
<b>4. Les points d'ancrage</b> .....	41
La RSS comme point d'ancrage pour la RVA .....	41
La RVA comme point d'ancrage pour la RSS .....	41
<b>5. Le suivi et l'évaluation</b> .....	45
L'élaboration d'indicateurs .....	45
L'implication des parties prenantes locales : l'appropriation et les capacités des agents sur le terrain .....	46
<b>Notes</b> .....	49
<b>Bibliographie</b> .....	51

## Tableaux

Tableau 2.1	Questions sur lesquelles l'accent est remis quand le prisme de la violence armée est appliqué pour les évaluations et l'élaboration des programmes de RSS . . . . .	26
Tableau 3.1	Idées d'une optique de RVA appliquée aux activités de programmation de la RSS . . . . .	36
Tableau 3.2	Idées pour des programmes de RVA et de RSS complémentaires . . . . .	38

## Encadrés

Encadré 1.1	L'importance du genre : un dénominateur commun à la RSS et à la RVA . . . . .	17
Encadré 1.2	Complémentarités de la RVA et de la RSS : le secteur judiciaire . . . . .	21
Encadré 2.1	Viva Rio en Haïti : comment une évaluation de la RVA a motivé la réduction de la violence . . . . .	24
Encadré 2.2	Contrôle des ALPC au Burundi : une évaluation axée sur les individus, les auteurs, les instruments et les institutions . . . . .	25
Encadré 2.3	Types de connaissances sécuritaires générées par l'approche ciblant la santé publique . . . . .	30
Encadré 2.4	Sierra Leone : les abus sexuels comme arme de guerre . . . . .	32
Encadré 2.5	Bangladesh : processus de consultation communautaire sur les ALPC et sur un programme de RSS . . . . .	33
Encadré 3.1	Colombie : réforme policière sur les violences domestiques avec une concentration sur les services sociaux . . . . .	37
Encadré 3.2	Skopje : combiner un programme de RSS existant à une nouvelle initiative de RVA . . . . .	39
Encadré 4.1	Les équipes locales de sécurité à Cali : un point d'ancrage de la RVA pour la réforme de la police locale . . . . .	42
Encadré 5.1	Le Mali : le suivi et l'évaluation participatifs . . . . .	47

## *Abréviations et acronymes*

ALPC	Armes légères et de petit calibre
AWG	Groupe de travail chargé de la sûreté et de la sécurité dans la vieille ville de Skopje
BID	Banque interaméricaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement
CENAP	Centre d'alerte et de prévention des conflits
CICS	<i>Centre for International Cooperation and Security</i> (Centre pour la coopération internationales et la sécurité)
CIGI	<i>Centre for International Governance Innovation</i> (Centre pour l'innovation de la gouvernance internationale)
DCAF	<i>Geneva Centre for Democratic Control of Armed Forces</i> (Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève)
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DESEPAZ	<i>Programa Desarrollo, Seguridad y Paz</i> (Programme pour le développement, la paix et la sécurité)
EEI	Engins explosifs improvisés
FRIDE	<i>Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior</i> (Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur)
ICG	<i>International Crisis Group</i>
INCAF	Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PHR	<i>Physicians for Human Rights</i>
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
QUNO	<i>Quaker United Nations Office</i> (Bureau de Quaker auprès des Nations unies)
RCS	Résolution du Conseil de Sécurité
RSS	Réforme des systèmes de sécurité
RUF	Front révolutionnaire uni
RVA	Réduction de la violence armée
UNAMSIL	Mission d'assistance des Nations Unies en Sierra Leone
UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNSG	Secrétariat général des Nations Unies
VA	Violence armée

## *Notes de programmation de l'OCDE sur la Réduction de la violence armée*

740 000 personnes environ décèdent chaque année des conséquences des violences armées. Ces violences rongent aussi bien la gouvernance et la paix qu'elles ralentissent la réalisation des OMD. Elles peuvent également avoir un effet significatif sur la sécurité et le développement aussi bien dans des contextes de violence criminelle chronique et de violences interpersonnelles que dans des sociétés touchées par la guerre ou un conflit civil. La violence armée, qui se traduit par l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes pour infliger des blessures, la mort ou une atteinte psychologique, concerne un grand nombre de pays, de villes et de citoyens dont le développement et la sécurité se trouvent alors menacés.

Afin d'aider les responsables géographiques et les experts en conflits et fragilité qui travaillent pour endiguer le problème de la violence armée, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont requis trois *Notes de programmation sur la Réduction de la violence armée (RVA)* afin de mettre à profit la publication du CAD/OCDE intitulée *Réduire la violence armée – Permettre le développement* (OCDE, 2009). Ces trois notes couvrent les sujets suivants :

- **La violence armée en zones urbaines** : la majorité de la population de la planète vit aujourd'hui en milieu urbain. Les transformations économiques accélérant la migration depuis les milieux ruraux vers les milieux urbains, les populations pauvres des zones rurales, qui peuplent les bidonvilles géants de la périphérie des grands centres urbains, deviennent peu à peu les populations pauvres des zones urbaines. Un nombre croissant de ces zones souffre d'importants niveaux de violence armée.
- **La jeunesse et la violence armée** : la plus importante part des jeunes générations jamais enregistrée devient aujourd'hui adulte. Près de la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 24 ans et la grande majorité des 10-24 ans vit dans les pays les moins développés. La jeunesse court particulièrement le risque d'être exposée à la violence armée et au crime, voire d'y être même impliquée.

- **RVA et Réforme des systèmes de sécurité (RSS) :** la RVA et la RSS ont des objectifs similaires et s'appuient mutuellement. Elles ont néanmoins chacune leurs méthodes distinctes, leurs points d'ancrage et leurs avantages comparatifs. Il est important de bien comprendre les liens qui existent entre les deux approches afin de maximiser l'impact de la sûreté publique et des interventions de sécurité.

Afin de garantir une réponse efficace à la violence armée, les notes de programmation l'analysent sous un « prisme » qui lui est adapté et qui a été élaboré par la publication *Réduction de la violence armée – Permettre le développement*. Ce « prisme » permet aux utilisateurs de déterminer les éléments clés formant les modèles de la violence armée. Ces éléments regroupent les *individus* touchés par les violences armées, les *auteurs* des violences et leurs motivations, la disponibilité des *instruments* (armes) et, plus généralement, l'environnement *institutionnel et culturel* qui favorise et/ou protège de la violence armée. Ce prisme met également en lumière les facteurs de risques associés à la violence armée et le lien vertical qu'ils entretiennent du niveau local au niveau global. Il encourage les utilisateurs à réfléchir au-delà de mandats spécifiques à un secteur et offre des points d'ancrage pour la programmation de la RVA.

La prévention et la Réduction de la violence armée sont réalisables mais requièrent un important leadership de la part des pays touchés et des investissements financiers de la part des donateurs. Elles ont également besoin de la capacité d'engagement des acteurs non-étatiques et infranationaux. Enfin, les constatations démontrent que, pour que les interventions soient efficaces, celles-ci doivent être basées sur des constatations, une évaluation participative et un engagement simultané dans de multiples secteurs (reflétant le large éventail de questions et d'acteurs interdépendants impliqués), à différents niveaux (local, national, régional et mondial) et ce, sur une période de temps plus importante.

## Introduction

La Réforme des systèmes de sécurité (RSS)<sup>1</sup> et la Réduction de la violence armée (RVA), partagent le même objectif : contribuer à la stabilité, la sûreté et la sécurité pour un environnement plus propice au développement. En tant que tel, « la RSS et la RVA sont hautement complémentaires et se renforcent mutuellement » (OCDE, 2009, p. 111). En se basant sur la publication de 2009 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulée *Réduire la violence armée, permettre le développement* (2009), cette note décrit comment les liens existants entre la programmation pour la RVA et la programmation pour la RSS peuvent être utilisés efficacement par les donateurs, les décideurs et les praticiens, ainsi que par les responsables de programmes et le personnel des équipes de la société civile au sein des sièges et sur le terrain, pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes.

Ce sujet concerne tout particulièrement le Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (INCAF) de l'OCDE-CAD, qui se donne pour mission de conseiller les donateurs sur les meilleures manières de fournir de l'assistance aux pays pour la prévention ou le relèvement de situations de conflit ou de fragilité. La RVA et la RSS représentent toutes deux des piliers de la programmation et de la politique pour la pacification des États et la mise en place d'institutions étatiques durables dans des environnements post conflictuels ou fragilisés. C'est ainsi que la RVA et la RSS constituent une part fondamentale de l'ordre du jour des réformes entreprises dans ce type de situations. Elles peuvent être considérées comme des domaines situés au cœur des réformes et aidant à la fois à établir le lien entre la sécurité et le développement et à mettre en pratique le renforcement de l'État et la construction de la paix.

Cette note de programmation offre une orientation aux personnes cherchant à renforcer les programmes, en faisant appel aux liens existants entre la RVA et la RSS dans les cas où il a été démontré qu'une telle synergie peut accroître l'impact. Nous avons prêté une attention particulière aux sujets liés à la RVA et aux options de la programmation offrant différentes manières d'améliorer la fourniture de services des organes sécuritaires et judiciaires, et qui ne sont pas – suffisamment – traitées par les programmes

de RSS actuellement en cours, tel que le détaille le *Manuel OCDE CAD sur la Réforme des systèmes de sécurité* (2007). De la même manière, cette note met en lumière les différentes façons de compléter les projets de RVA par des opérations de RSS concordantes. Des exemples d'opérations sur le terrain viennent illustrer les approches et démontrent comment et pourquoi la synergie RVA-RSS s'est avérée être utile dans certains environnements particuliers.

Le présent document s'articule comme suit :

- Le chapitre 1 présente une analyse concise des concepts de RSS et de RVA ainsi qu'un bref aperçu des liens existants entre les deux.
- Le chapitre 2 commence au début du cycle de la programmation, il met l'accent sur **l'évaluation et l'élaboration** en utilisant tout particulièrement le prisme de la violence armée et les techniques d'évaluation innovantes pour souligner la manière avec laquelle ils peuvent aider à accorder la planification des programmes de RSS.
- Le chapitre 3 présente **deux approches de la programmation** pouvant aider à promouvoir des synergies positives entre la RVA et la RSS. La première, analyse comment la programmation de la RSS peut adopter une optique de RVA et la deuxième, examine les modalités permettant de garantir que les programmes et activités de la RVA et de la RSS sont mutuellement complémentaires.
- Le chapitre 4 décrit les **points d'ancrage pour la programmation**. Il donne des exemples de programmes de RSS existants ayant permis l'introduction de programmes de RVA et vice versa.
- Le chapitre 5 vient conclure cette note de programmation en décrivant brièvement les différentes approches de **suivi et d'évaluation** de la RVA et de la RSS. Une attention particulière y est dédiée à la conception des indicateurs et l'implication des parties prenantes locales.



## *Chapitre 1*

# **Les concepts de la Réforme des systèmes de sécurité et de la Réduction de la violence armée**

### **La Réforme des systèmes de sécurité**

« La réforme du secteur de la sécurité est une autre expression qui sert à désigner la transformation du système de sécurité, lequel comprend tous les acteurs, leurs rôles, responsabilités et actions, qui unissent leurs efforts pour la gestion et le fonctionnement de ce système » (OCDE, 2005, p. 26). La programmation de la RSS a pour mission de soutenir les pays dans le renforcement de l'efficacité, de l'efficience et de la responsabilité de rendre des comptes des systèmes de sécurité et de justice. Des systèmes plus à même de répondre aux besoins judiciaires et sécuritaires de leurs citoyens « de manière plus respectueuse des normes démocratiques et des sains principes de bonne gouvernance et des lois » (OCDE, 2005 ; OCDE, 2007). En identifiant minutieusement les besoins sécuritaires des populations d'une société – comprenant les femmes, les hommes, les jeunes garçons et filles, les groupes vulnérables, etc. – et les éléments nécessaires permettant de répondre à ces besoins, un programme de RSS peut être élaboré pour améliorer la capacité du système de sécurité concerné à fournir les services nécessaires. Le concept de RSS en tant que tel, met l'accent sur une approche axée sur les populations. La méthode utilisée pour atteindre les objectifs de sécurité repose alors sur le renforcement de la capacité et la responsabilité de rendre des comptes des institutions et organes de sécurité du pays.

Le système de sécurité est composé de 9 sous-secteurs (OCDE, 2007) : l'obligation de rendre des comptes et la surveillance, la défense, les services d'intelligence et de sécurité, la gestion intégrée des frontières, les forces de l'ordre, la justice, les sociétés militaires et de sécurité privées, et la société civile. Certains secteurs peuvent être ciblés par la réforme sur la base de besoins identifiés au sein même du contexte particulier ou en tant que point d'ancrage pour une réforme à plus grande échelle. Il est néanmoins important

de garder à l'esprit que tous ces secteurs forment un système holistique. Les réformes entreprises dans l'un d'entre eux doivent prendre en compte les effets et les insuffisances provoqués dans les autres, et doivent aussi tenir compte de l'impact des réformes sur les secteurs qui lui sont liés. La collaboration entre les secteurs est par conséquent fondamentale et le concept de la RSS doit être holistique dans son approche de la conception et de la mise en œuvre de la programmation<sup>2</sup>.

## La Réduction de la violence armée

Il est de plus en plus reconnu que la violence armée a un impact profond et néfaste sur le développement [humain] (UNSG, 2009 ; OCDE, 2009 ; Déclaration de Genève, 2006 ; Déclaration de Genève, 2008). La violence armée est définie par un large consensus comme étant « l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes pour infliger des blessures, la mort ou une atteinte psychologique, qui minent le développement » (OCDE, 2009, p. 21). Cette définition inclut la violence interpersonnelle qui regroupe les crimes violents et les violences collectives telles que les conflits armés, les gangs ou certaines formes de crime organisé. Les programmes de RVA mettent l'accent sur la réduction de cette violence en intégrant « des programmes de prévention et de développement avec une application des lois et des efforts diplomatiques et politiques plus efficaces » (OCDE, 2009, p. 22).

La programmation de la RVA cible les facteurs de risque et de protection qui semblent, selon toute probabilité, accentuer ou atténuer la violence armée. Ainsi, une importante présence d'armes au sein d'une communauté, par exemple, peut représenter un facteur de risque pour la violence armée, alors que l'adoption dans la société d'une attitude ou d'une culture s'opposant à l'usage des armes à feu peut être un facteur de protection. L'identification de ces facteurs se fait à travers des analyses rigoureuses de données réunies grâce à des méthodes épidémiologiques et à d'autres méthodes quantitatives et qualitatives qui constituent ainsi un ensemble d'informations sur les types et les niveaux de violence armée. De plus, le « prisme de la violence armée » aide à capturer les principales caractéristiques de la violence armée pouvant accroître le niveau de conscientisation des praticiens à l'égard des catalyseurs spécifiques au contexte, des facteurs de risque ou de protection et des effets de la violence armée (OCDE, 2009, p. 49). Son application aux évaluations aide à créer une image complète des différents éléments de la violence armée : les **individus** qu'elle touche, les **auteurs** des violences, les **instruments** utilisés, ainsi que les **institutions** qui influencent cette violence et ses dimensions locales, régionales et mondiales.

Les programmes de RVA traitent les causes et les effets de la violence armée à différents niveaux : au niveau international et national – les acteurs

institutionnels et les cadres juridiques qui gèrent et gouvernent l'usage de la violence armée – ainsi qu'au niveau de la communauté locale et des individus. Ils recherchent souvent à établir la sécurité telle que la conçoivent les citoyens ordinaires, vu que c'est aux niveaux local et infranational que les effets de la violence armée sont le plus directement perçus. C'est ainsi que la RVA tient compte du fait que les perceptions de la sécurité ne sont pas nécessairement identiques : les hommes et les femmes, les individus de différents âges ou issus de différents groupes ethniques, peuvent avoir des besoins de sécurité différents. Ils sont donc intimement liés aux programmes de sécurité communautaires. Les programmes de RVA se fixent également l'objectif d'améliorer la sécurité aussi bien à travers des programmes directs qui ciblent particulièrement la réduction et la prévention de la violence armée et de ses effets, qu'à travers des programmes indirects qui impliquent une programmation pour le développement qui canalise les éléments de la RVA, de manière à ce que la programmation puisse tenir compte de cette RVA et de ses objectifs connexes (OCDE, 2009, p. 86-87). Ainsi, par exemple, la programmation directe telle que la lutte contre la dissémination des armes légères et de petit calibre (ALPC), cible les facteurs contribuant à l'usage de la violence armée, alors que la programmation indirecte cible des facteurs de protection et de risque de la violence armée de manière plus générale et pouvant par exemple inclure le renouvellement des schémas de la conception urbaine et les projets d'éclairage des voies.

### **Encadré 1.1. L'importance du genre : un dénominateur commun à la RSS et à la RVA**

Le lien solide unissant la RVA et la RSS est d'être toutes les deux axées sur les individus. Orienter les programmes de sécurité vers les besoins des citoyens requiert de reconnaître que ces besoins, comme les communautés, ne sont pas homogènes. La sécurité et la violence armée sont hautement liés au genre : les hommes, les femmes, les jeunes garçons et filles<sup>3</sup> contribuent à et subissent la violence et l'insécurité de différentes manières. Ce consensus a été clairement établi par la littérature sur la RVA et la RSS : un accès inégal aux services sécuritaires et judiciaires, une normalisation de la violence axée sur le genre et une représentation déséquilibrée des forces de l'ordre, sont autant de corollaires des disparités de genres qui forment les différences entre les réalités sécuritaires des hommes et des femmes, des jeunes garçons et filles. Par conséquent, les praticiens de la sécurité devraient tenir compte, à chaque étape de la programmation, des expériences particulières des hommes et des femmes, ainsi que du rôle que les relations et les normes de genre jouent dans l'accroissement ou l'atténuation de la violence. Inclure une telle perspective non seulement améliore l'efficacité et la portée des programmes, mais peut en outre aider à résoudre certaines questions sur les sources systémiques de l'insécurité.

### Encadré 1.1. **L'importance du genre : un dénominateur commun à la RSS et à la RVA** *(suite)*

Les orientations particulières à suivre pour intégrer la question du genre dans les programmes peuvent être puisées aussi bien des approches de la RVA que des approches de la RSS, tout en gardant en vue un objectif commun : réunir des points de vue bien précis d'hommes, de femmes, de jeunes garçons et de jeunes filles et de les intégrer à la programmation. Cet exercice implique nécessairement de prendre compte et de s'accommoder des obstacles sociaux (mobilité réduite des individus enquêtés, manque de participation, analphabétisme, par exemple) qui peuvent restreindre la participation aux évaluations, au suivi et aux enquêtes. Il faut également collecter des données ventilées par sexe et s'efforcer de maintenir un équilibre de genre dans les enquêtes (participatives). Faire usage du prisme de la violence armée lors des évaluations (de la RSS) peut aider à souligner les facteurs spécifiques qui augmentent les chances des hommes et des femmes de devenir des cibles et/ou des auteurs de la violence, ainsi que leurs rôles particuliers au sein d'institutions formelles et informelles qui accentue ou réduit les possibilités de recourir à la violence armée. Enfin, ce prisme peut aider à déterminer les obstacles au recrutement, à l'intégration et à la promotion des femmes dans les organes sécuritaires, l'un des objectifs des programmes de RSS.

Ce type d'analyse peut être utilisé pour cibler convenablement les réponses de la programmation et pour effectuer un suivi des effets des programmes sur les hommes et les femmes. Plus encore, l'analyse des données axées sur le genre peut aider les programmeurs à élaborer puis développer des indicateurs reflétant les différents sentiments vis-à-vis de la (in)sécurité et les expériences des hommes et des femmes. Ce qui, à son tour, peut inspirer de nouvelles approches ou révéler de précieux points d'ancrage aux programmeurs pour coopérer avec les acteurs locaux et résoudre ainsi les aspects locaux de la (in)sécurité provenant de normes et de relations basées sur le genre, telles que la violence du sexe masculin ou la participation inégale dans les forces de l'ordre (ou dans leur contrôle). C'est en intégrant les questions de genre que les programmes de sécurité seront plus précisément adaptés et qu'ils pourront mieux répondre aux besoins et aux attentes des populations.

*Pour plus d'informations, consulter : Bastic, M. (2008), *Integrating Gender in Post-Conflict Security Sector Reform, Policy Paper No.29*, DCAF (Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève), Genève. ; Valasek, K. (2008), « Security Sector Reform and Gender », *Gender and Security Sector Reform Toolkit*, DCAF, Geneva. ; et : Kristen, A. (2007), *Guns and Roses : Gender and Armed Violence in Africa*, PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), Genève.*

## Les synergies conceptuelles entre la RVA et la RSS

L'objectif ultime de la RSS et de la RVA est de contribuer à créer un environnement sûr, stable et sécurisé, dans lequel le développement peut avoir lieu. Ce sont deux stratégies de programmation mutuellement complémentaires. Chaque programme cependant possède ses propres méthodes bien particulières pour atteindre cet objectif commun, ce qui implique un avantage comparatif pour chacun d'entre eux. Les synergies les plus efficaces se situent là où chaque approche peut apporter ses forces pour la réalisation des objectifs fixés, tout en étant complétée par l'autre approche. En d'autres termes, lorsqu'il s'agit de réfléchir aux opportunités de synergies efficaces entre la RVA et la RSS, il est important de prendre en considération la valeur ajoutée et l'avantage comparatif de chaque approche.

La RSS met l'accent sur la construction d'un système de sécurité efficace, efficient et tenu de rendre des comptes pour répondre aux besoins de la population en termes de sécurité et de justice, et contribuer ainsi à créer un environnement où les populations se sentent en sécurité. Pour ce faire, il est nécessaire de bien déterminer les différences en besoins sécuritaires entre par exemple les hommes et les femmes ainsi qu'entre les divers groupes ethniques et sociaux. Néanmoins, et bien que le concept de la RSS prône une approche holistique et axée sur les populations, en pratique, la RSS met surtout l'accent sur le renforcement de la capacité de l'État à relever une série de défis liés aux besoins sécuritaires et judiciaires à travers les mécanismes et les instruments dont elle dispose (OCDE, 2007 p. 21 ; OCDE, 2005 p. 1). Les programmes de RSS sont habituellement menés de manière purement technique (Rathmell, 2009), en concentrant les efforts à renforcer les capacités des opérations et en faisant essentiellement appel à la méthode « former et équiper ».

Par conséquent, alors que toute l'attention a été portée sur une dimension holistique de la RSS, les approches axées sur la population ne sont souvent pas opérationnelles et il s'avère donc difficile de les mettre en pratique. La RSS offre néanmoins une série de lignes directrices et d'outils clairs et bien développés<sup>4</sup>, ainsi qu'une bonne expérience, pour le renforcement de la capacité des institutions sécuritaires et des organes de contrôle<sup>5</sup>, et c'est là que réside son avantage comparatif.

La RVA possède une portée plus importante que la RSS vu qu'elle a pour objet « la réduction des risques et des effets de la violence armée » (OCDE, 2009, p. 22). La programmation de la RVA analyse les facteurs contextuels de la sécurité, tels que le développement socio-économique et la cohérence au sein des communautés. Par conséquent, la RVA est capable de cibler les facteurs de risque et de protection à tous les niveaux (de l'international au local), peut renforcer la capacité des institutions de l'État – ministères de la Santé, de

l'Éducation, ou de l'Intérieur – et améliorer les réformes judiciaires permettant de faire face à la violence armée<sup>6</sup>. Cependant, étant donné cette concentration sur l'établissement de la sécurité au niveau local et communautaire, son avantage comparatif repose sur sa capacité à mener des interventions ascendantes ou descendantes (le renforcement des systèmes nationaux de contrôle des armes à feu, par exemple), fondées sur une bonne compréhension du contexte et basées sur une approche locale inscrite dans l'optique du développement. En reconnaissant que les communautés locales ne forment pas un groupe homogène, l'approche de la RVA met en avant la différenciation entre les besoins sécuritaires de divers groupes sociaux et fournit des exemples d'analyses de données basées sur le genre, le statut social et l'identité.

Sur le plan des avantages comparatifs, les deux approches peuvent se renforcer mutuellement, voire se chevaucher. Il est par exemple reconnu que la RSS, en renforçant la capacité des organes sécuritaires, peut également réduire les facteurs de risque de la violence armée. Cela ne veut pas dire pour autant que la RSS et la RVA peuvent être fusionnées. Estomper la distinction entre les programmes peut compliquer l'identification des tâches de la programmation et augmenter ainsi les risques de problèmes de coordination.

Des liens efficaces peuvent par contre s'établir en analysant minutieusement laquelle des deux approches ou quelle combinaison ou séquence de l'une ou de l'autre peut le mieux s'adapter à des besoins sécuritaires ou judiciaires particuliers. Comme il a été cité plus haut par exemple, l'avantage comparatif de la RVA repose sur son approche locale basée sur le développement, qui n'est souvent pas développée par la RSS. En complétant donc la RSS avec ces éléments de la RVA, la programmation est alors plus orientée vers les populations et plus réactive à niveau local, ce qui peut augmenter l'efficacité des programmes et leur durabilité. De même, la RSS peut produire des impacts à niveau national à travers des réformes globales et intégrées des systèmes de sécurité, ce qui peut contribuer à renforcer les programmes de RVA s'ils sont intégrés à la réforme institutionnelle des organes sécuritaires.

En résumé : l'approche de la RVA peut aider à affiner les interventions de RSS et améliorer ainsi l'efficacité en mettant en relief les questions sécuritaires locales axées sur les populations et en proposant des moyens innovants de les traiter. La RVA peut également être un point d'ancrage pour le dialogue sur la RSS (et vice versa). Enfin, les deux approches de programmation sont complémentaires (OCDE, 2009, p. 111-112). La suite de cette note analyse dans le détail ces synergies, en partant du suivi et de la conception des programmes (Chapitre (2)), en se penchant sur les options pratiques de la programmation (Chapitre (3)), puis en étudiant les différents points d'ancrage de la RSS et de la RVA (Chapitre (4)) et enfin, en analysant les synergies lors des étapes de suivi et d'évaluation (Chapitre (5)).

### Encadré 1.2. Complémentarités de la RVA et de la RSS : le secteur judiciaire

La RVA et la RSS mettent toutes les deux l'accent sur le secteur judiciaire en tant qu'élément important pour la réduction des conflits violents et de la violence armée et l'amélioration de la prévention de la criminalité, qui compte parmi les principales conditions pour créer un environnement stable et propice au développement. C'est un élément qui contribue à la sécurité des populations. Les deux approches ont néanmoins des points de vue, certes complémentaires, mais légèrement différents quant à la contribution que la justice apporte à la sécurité.

Du point de vue de la RSS, construire des institutions judiciaires légitimes et démocratiques qui soient respectueuses des droits de l'Homme, est une étape fondamentale devant être traitée de manière globale (OCDE, 2007, p. 196). De plus, le secteur de la justice est un élément vital à une RSS efficace car il est directement lié à une bonne fourniture de service dans plusieurs autres secteurs de la sécurité, et particulièrement les forces de l'ordre et les services pénitenciers. La RVA, de son côté, se concentre plus sur les liens entre la réforme de la justice pénale – renforcement de la capacité à détecter, enquêter sur, examiner et juger les délits pénaux – et la fourniture indirecte de services de sécurité tels que les centres communautaires d'aide aux jeunes à risque ou les centres sportifs et de loisirs, comme alternative à rejoindre des gangs. C'est dans ce sens que la programmation indirecte de la RVA vient renforcer certaines activités phares de la RSS telles que la réforme des centres de détention pour mineurs ou le renforcement de la présence policière dans les quartiers sensibles, et par conséquent, renforce également les stratégies intragouvernementales (OCDE, 2009, p. 51).

En outre, les mécanismes formels et informels de la justice sont considérés par la RVA comme étant une part importante des facteurs de risque et de protection de la violence armée, pouvant être ciblés simultanément lors de la programmation. La RSS reconnaît pareillement leur importance pour le secteur judiciaire. Appliquer aussi bien l'optique de la RVA que de la RSS permet de voir de plus près comment la justice est rendue à travers des dispositifs formels et informels, les éventuelles tensions entre ces dispositifs et leur impact sur d'autres éléments de la sécurité. De plus, chaque perspective offre un aperçu de la panoplie des mécanismes judiciaires que les programmeurs peuvent soutenir lors de l'adaptation d'un programme à un contexte donné.

Étant donné qu'aussi bien la RVA que la RSS attribuent une grande importance au secteur judiciaire et qu'elles reconnaissent toutes les deux ses différents liens avec la sécurité, il est donc là un domaine où la complémentarité joue un rôle fondamental pour éviter la duplication des efforts et combler les lacunes. Enfin, la justice est l'un des secteurs dans lequel les synergies, en termes de points d'ancrage, d'ordonnancement et de programmation complémentaire, peuvent améliorer considérablement l'efficacité des programmes.





## Chapitre 2

### L'évaluation et la conception

La Réforme des systèmes de sécurité et la Réduction de la violence armée considèrent toutes les deux que le diagnostic du contexte local est fondamental pour garantir l'efficacité de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes (OCDE, 2007, p. 43 ; OCDE, 2009, p. 60).

La méthode d'évaluation de la RSS développée dans la publication de l'OCDE-CAD intitulée *Manuel sur la Réforme des systèmes de sécurité : soutenir la sécurité et la justice* expose clairement les directives à suivre pour effectuer des évaluations de la RSS dans les différents sous-secteurs des systèmes de sécurité et prône l'inclusion dans ces évaluations des sentiments des populations quant à leurs besoins sécuritaires. La RVA soutient l'utilisation conjointe de méthodes spécialisées et d'outils (voir section 2b) mettant en avant les éléments contribuant à la violence armée. Intégrer ce type d'éléments de la RVA aux évaluations de la RSS peut aider à la fois à affiner et améliorer la RSS pour la réorienter vers les populations<sup>7</sup>. L'intégration de cette perspective de la RVA dans les évaluations de la RSS peut également mettre en lumière les approches – ou combinaisons d'approches – les plus adaptées pour produire des résultats positifs et peut aider à la création de programmes plus utiles aux besoins spécifiques des pays partenaires (particulièrement au niveau des communautés), et être ainsi mieux accueillis par les populations qu'ils ciblent. Les membres de la communauté seraient par ailleurs plus enclins à soutenir des activités qui répondent à leurs préoccupations (OCDE, 2005, p. 80-81) ce qui permettrait aux programmes de bénéficier de la participation locale qui échappe souvent aux activités de la RSS.

Il existe deux manières d'intégrer une optique de RVA dans les évaluations de la RSS : (1) en appliquant le prisme de la violence armée, et (2) en appliquant les méthodes et outils spécialisés prônés par la RVA.

## Appliquer le prisme de la violence armée aux évaluations de la RSS

Le prisme de la violence armée aide à structurer les analyses selon **les individus, les auteurs, les instruments et les institutions** qui ont une influence sur les niveaux de la violence armée.

- La composante « **individus** » se base avant tout sur la question : « qu'est-il nécessaire de faire pour que les individus et les communautés puissent se sentir en sécurité dans les environnements dans lesquels ils vivent ? » (OCDE, 2009, p. 51). Cette question comprend les divers sentiments quant aux besoins sécuritaires des différents groupes (selon le sexe, l'âge, l'identité sociale) de cette communauté. Intégrer cette composante dans les évaluations de la RSS donnerait une image claire des besoins sécuritaires au niveau micro et accentuerait l'approche de la RSS axée sur les individus.
- La composante « **auteurs** » met l'accent sur la cartographie des motivations (socio-économiques, statuts sociaux et identité, facteurs culturels, identité politique et statuts des groupes) des auteurs et leur organisation, en ventilant les données par genre, âge, localisation géographique et ethnicité (OCDE, 2009, p. 53) (encadré 2.1). Les

### Encadré 2.1. Viva Rio en Haïti : comment une évaluation de la RVA a motivé la réduction de la violence

**La recette du succès :** le programme *Tambou Lapè* s'est concentré sur la réduction de la violence à Bel Air, une zone au centre de la capitale Port-au-Prince. Grâce à un processus intensif de consultations des membres de la communauté, l'ONG Viva Rio a découvert, entre autres, qu'aussi bien les membres de la communauté que les chefs de gangs, avaient un intérêt particulier à éduquer leurs jeunes. Cette révélation donna alors lieu, dans le cadre du programme *Tambou Lapé*, à une initiative qui a fait appel au soutien collectif pour réduire la violence en décernant des bourses scolaires par tirage au sort aux communautés ayant réussi à réduire les niveaux de violence dans certains quartiers et dans les temps impartis.

**Les raisons du succès :** le temps et les ressources investis dans les évaluations participatives, ont permis à Viva Rio de mettre à profit les facteurs de protection locaux. En se concentrant sur les populations et les auteurs des violences, l'organisation a soulevé des questions concernant le rôle des gangs dans la communauté, leurs motivations et la réputation qu'ils se sont forgée aussi bien en tant qu'auteurs de la violence que protecteurs. Ces informations ont par la suite donné le point départ pour la conception d'activités directement liées aux problèmes sociaux de la communauté et des gangs et ont permis d'établir des paramètres concrets sur lesquels baser les indicateurs et les points de référence.

Source : Viva Rio (2009), Honour and Respect for Bel Air, Rapport annuel 2008, Haïti.

évaluations de la RSS – plus centrées sur les besoins sécuritaires et la capacité institutionnelle – ne consacrent souvent que peu d'attention au rôle des auteurs. Cette information peut néanmoins affiner les évaluations de la RSS afin de mieux traiter les causes contextuelles de l'insécurité.

- La composante « **instruments** » se consacre à la fourniture et disponibilité des armes et des munitions, facteur de risque de la violence armée. Elle comprend également les facteurs de la demande qui poussent les individus à acquérir ou posséder des armes (encadré 2.2.). Les évaluations de la RSS doivent intégrer la dimension de la capacité des sous-secteurs et du système dans son ensemble à gérer efficacement la prévalence des instruments de la violence armée et pouvoir ainsi créer un système de sécurité efficace, efficient et capable de rendre des comptes.
- La composante « **institutions** » fait la distinction entre les institutions formelles et informelles qui régulent et contrôlent le recours à violence armée. Par exemple, les organes et acteurs, étatiques ou non,

#### Encadré 2.2. Contrôle des ALPC au Burundi : une évaluation axée sur les individus, les auteurs, les instruments et les institutions

**La recette du succès :** une évaluation communautaire effectuée au Burundi a fourni de précieuses informations sur l'impact de la présence d'armes dans une communauté, les motivations poussant les citoyens à acquérir des armes et à ne pas les remettre malgré les campagnes de désarmement. Cette évaluation a révélé par exemple que les citoyens expliquaient l'insécurité créée par la possession d'armes par le manque de confiance de la communauté. Ont également été analysées les campagnes sur le sentiment des populations vis-à-vis des armes, des propriétaires des armes et du désarmement. Les résultats ont révélé que les auteurs étaient souvent d'anciens combattants n'ayant pas réussi à se réintégrer et qui se sont alors retournés vers la criminalité ou le mercenariat comme source de revenu. Les instruments étaient souvent obtenus pour commettre des crimes ou résoudre des conflits mais rarement pour la protection personnelle. Ceux-ci pouvaient même être loués, ce qui indique le niveau d'institutionnalisation (informelle) de la possession d'armes. Enfin, la participation des forces de l'ordre et de l'armée a démontré l'implication des institutions formelles dans cette affaire.

**Les raisons du succès :** toutes les informations réunies lors de l'évaluation communautaire sont fondamentales pour orienter les campagnes de désarmement sur les facteurs de risque et de détermination. Elles permettent ainsi d'identifier les options spécifiques pour cibler ces facteurs et renforcent les stratégies locales de désarmement des communautés dans un contexte donné.

*Source :* Forbes, A. (2007), *Rapid Assessments of the Impact and Perceptions of Small Arms in the Burundi Interior*, DanChurchAid et Conseil National des Églises du Burundi.

fournissant les services sécuritaires et judiciaires. Les institutions informelles sont les pratiques culturelles, les normes et les valeurs autour desquelles s'organise le comportement social et constituent les « règles » de la violence armée.

Appliquer le prisme de la violence armée aux évaluations des sous-secteurs du système de sécurité permet de mettre en relief les questions importantes qui pourraient être sous-estimées ou négligées par une évaluation habituelle de la RSS. Le tableau 2.1. établit la liste, par sous-secteur du système de sécurité, des aspects sur lesquels l'accent est remis lorsque le prisme de la violence armée est intégré à l'évaluation de la RSS.

**Tableau 2.1. Questions sur lesquelles l'accent est remis quand le prisme de la violence armée est appliqué pour les évaluations et l'élaboration des programmes de RSS**

Secteur	Individus	Auteurs	Instruments	Institutions
Reddition de comptes et contrôle	Capacité de contrôle des comités civils et de la société civile; Structures de reddition de comptes décentralisées pour tous les secteurs de la RSS; Mécanismes de plaintes du public	Connivence criminelle avec les acteurs de la sécurité et de la justice; Corruption et immunités sapant l'application de la loi	Lois sur la possession d'armes; Réglementation et mesures de suivi des armes acquises légalement	Mécanismes de contrôle informels ou traditionnels; Systèmes culturels locaux de reddition de comptes; Perceptions locales de la légitimité et comment l'établir; Impunité minant l'application de la loi
Réforme de la Défense	Menaces perçues par des forces militaires; Perceptions des bénéficiaires de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR); Besoins de la communauté pour accepter les bénéficiaires de la DDR	Non respect des droits de l'Homme au sein de l'armée; Ex combattants au chômage; Ex combattants exclus des programmes de DDR; Incitations pour le désarmement; Programmes de DDR pour les groupes vulnérables, particulièrement les femmes et les enfants	Capacité de gestion efficace des stocks; Capacité de gestion des armes retirées (programmes de DDR); Usage et perception des armes par les (ex)-combattants après leur renvoi	Rôle des militaires dans la (in)sécurité interne; Résistance de l'armée à la diminution du budget militaire; Corruption et abus de pouvoir chez les militaires; Cadre légal du rôle des forces de défense dans le maintien de la sécurité

**Tableau 2.1. Questions sur lesquelles l'accent est remis quand le prisme de la violence armée est appliqué pour les évaluations et l'élaboration des programmes de RSS (suite)**

Secteur	Individus	Auteurs	Instruments	Institutions
Intelligence et sécurité	Respect des droits de l'Homme dans l'engagement vis-à-vis des citoyens pour la collecte d'informations potentiellement valables à la sécurité ; Identification des tendances de la violence affectant excessivement certains groupes (y compris la violence axée sur le genre)	Non respect des droits de l'Homme par les services d'intelligence et de sécurité	Capacité à collecter et analyser les informations des services d'intelligence sur la présence et le commerce des armes ; Détermination responsable des sources d'information sur les dépôts, les caches, les routes du commerce d'armes, etc.	Capacité et cadre légal des services d'intelligence et de sécurité
Gestion intégrée des frontières	Modèles des traites des êtres humains ; Modèles des flux de réfugiés ou des victimes de violences armées ; Modèles des flux de l'immigration menant à une urbanisation chaotique	Capacité à traiter la question des syndicats du crime dans le pays ; Violences résultantes du contrôle des frontières ou des ports ; Fuite illégale des auteurs de violences par les frontières	Capacité à contrôler l'importation et l'exportation d'armes ; Capacité de gestion des stocks par les forces aux frontières	Cadres légaux de la gestion gouvernementale des frontières et des départements et agences de l'immigration ; Relations avec les pays frontaliers ; Corruption des gardes frontières ; Capacité à traiter la question du trafic des êtres humains

**Tableau 2.1. Questions sur lesquelles l'accent est remis quand le prisme de la violence armée est appliqué pour les évaluations et l'élaboration des programmes de RSS (suite)**

Secteur	Individus	Auteurs	Instruments	Institutions
Forces de l'ordre	Relations entre la police et les groupes sociétaux (ex. hommes, femmes, enfants, minorités); Mécanismes décentralisés de reddition de comptes; Niveau de réactivité et de capacité de réponse aux problèmes locaux; Capacité à fournir de l'assistance aux victimes, y compris les procédures spéciales d'assistance aux victimes de violences axées sur le genre; Attentes de la population quant à la fourniture de la sécurité	(Historique des) violations des droits de l'Homme au sein de la police; Connivence criminelle ou infiltrations au sein de la police; Niveau de connaissance des motivations et stratégies des auteurs de violences; Tactiques spécialisées pour faire face aux motivations et aux comportements violents des auteurs; Niveau de connaissance de la police et sa capacité à gérer les auteurs de violences axées sur le genre	Capacité à suivre et gérer les armes fournies aux forces de l'ordre; Capacité à renforcer les réglementations et les lois sur les armes; Entraînement des forces de sécurité; Entraînement au maniement des armes; Capacité à gérer les programmes de désarmement	État des équipements; Capacité de gestion organisationnelle; Protection et promotion du respect des lois; Formations aux droits de l'Homme; Attitudes culturelles vis-à-vis des violences axées sur le genre; Niveaux de corruption; Initiatives locales/informelles de sécurité existantes et liens avec les structures formelles
Système judiciaire	Accessibilité aux tribunaux; Confiance vis-à-vis du système judiciaire / niveau de vigilantisme; Sécurité personnelle des juges, des procureurs et des témoins; Réseaux judiciaires informels	Corruption judiciaire; Modèles de remise en liberté des criminels; Poursuites contre le banditisme et les agressions	Capacité à poursuivre les violations des lois de détention d'armes; Cadre légal et peines contre la détention illégale d'armes	Cadre légal pour la protection des droits des groupes vulnérables (violences domestiques, violences axées sur le genre); Impunité et corruption minant l'autorité de la loi; Conditions et fonctionnement des équipements; Institutions judiciaires informelles

Tableau 2.1. **Questions sur lesquelles l'accent est remis quand le prisme de la violence armée est appliqué pour les évaluations et l'élaboration des programmes de RSS** (suite)

Secteur	Individus	Auteurs	Instruments	Institutions
Système carcéral	Prisons séparées pour hommes, femmes et enfants ; Confiance/manque de confiance envers la sécurité en prison ; Réhabilitation des détenus	Violations des droits de l'Homme en prison ; Connivence entre prisonniers et gardiens ; Corruption	Disponibilité d'armes dans les prisons ; Gestion des stocks d'armes confisquées ; Implication du personnel pénitencier dans la fourniture d'armes	Intégrité et sécurité des équipements ; Corruption du personnel pénitencier ; Surpopulation carcérale menant à des libérations prématurées
Sociétés militaires et sécuritaires	Besoin en sociétés sécuritaires pour combler les lacunes de l'État (vide sécuritaire)	Violation des droits de l'Homme par les sociétés militaires et sécuritaires y compris les violences sexuelles	Réglementation des armes détenues par les sociétés militaires et sécuritaires ; Facteurs de demande des sociétés militaires et sécuritaires	Légitimité et perceptions du besoin en sociétés militaires et sécuritaires ; Réglementation légale ; Autorité légale pour l'usage de la force ; Conflits ou coopération avec les forces de l'État
Société civile	Définitions publiques de la représentation légitime ; Croyance en la capacité de la société civile à jauger, analyser et représenter les besoins et les problèmes de la société et de suivre les facteurs de risque	Rôle des détenteurs du pouvoir locaux ; Problèmes de connivence ; Capacité à suivre et représenter les victimes de violences axées sur le genre	Connaissance des facteurs de demande d'armes ; Connaissance de la perception locale vis-à-vis des armes ; Campagnes ou mouvements citoyens contre les armes ; Connaissance des sources et localisation des armes	Intégration de la violence dans la culture locale ; Cadre réglementaire pour les opérations des ONG ; Réputation des organisations au sein de la communauté et des institutions publiques ; Représentation légitime des groupes, y compris la représentation par genre, par âge et par groupe minoritaire

## Les techniques d'évaluation innovantes

La RVA reconnaît les méthodes d'évaluation existantes telles que les enquêtes axées sur les populations, les évaluations de la stabilité et de la fragilité, l'évaluation des conflits, l'analyse par genre et les évaluations de la justice pénale et de la gouvernance, mais elle soutient la combinaison de tous ces outils existants et les sources de données pour révéler les probabilités de violences et les facteurs susceptibles d'être ciblés lors de la programmation (OCDE, 2009, p. 41, p. 61). Parmi ces méthodes, l'approche visant la Santé publique par exemple permet d'effectuer une analyse axée sur les populations des modèles, des concentrations et des facteurs de risque et de protection de la violence armée. De la même manière que pour une épidémiologie traditionnelle, qui utilise des techniques rigoureuses de collecte de données pour cartographier les causes et la prévalence d'un risque sanitaire au sein d'une population, les approches ciblant la santé publique pour l'évaluation de la violence armée, ont pour objectif de réduire méthodiquement les facteurs qui augmentent ou diminuent les probabilités de violences ou qu'un individu devienne auteur ou victime de ces violences (OMS, 2009b). Ces informations peuvent être utilisées pour améliorer les réponses préventives à différents niveaux, tels que les interventions de l'État (y compris les programmes de la RSS), les politiques législatives et les initiatives municipales et communautaires.

Quoi qu'il en soit, de telles informations sur la santé publique ne sont pas toujours accessibles ou disponibles – particulièrement en présence de contextes

### Encadré 2.3. Types de connaissances sécuritaires générées par l'approche ciblant la santé publique

Les résultats d'une approche ciblant la santé publique comprennent les ingrédients suivants :

- **Qu'arrive-t-il** : certains types de violences (par ex. tirs par armes à feu, violence domestique, viols, vols à main armée, etc.) sont-ils disproportionnellement répandus ?
- **Où cela arrive-t-il** : Il y a-t-il des zones où les actes de violence sont plus particulièrement présents que dans d'autres ?
- **A qui cela arrive-t-il** : certains groupes en particulier (femmes, hommes, jeunes filles ou garçons, groupes ethniques, autres minorités, etc.) sont-ils plus ou moins vulnérables que d'autres à la victimisation ? De même, certains groupes particuliers sont-ils plus ou moins enclins à devenir des auteurs de la violence ?
- **Quand cela arrive-t-il** : certaines saisons, dates, ou heures sont-elles plus marquées par des incidents violents ? Certaines périodes sont-elles considérablement plus calmes ?
- **A quelle fréquence cela arrive-t-il** : la fréquence de la violence est-elle suffisamment régulière pour devenir une tendance ?



fragilisés – et leur collecte est généralement difficile et coûteuse. Dans certains environnements, il y a une très grande probabilité de produire des informations erronées. Le document de l'OCDE intitulé *Armed Violence Reduction policy* offre des exemples d'autres sources de données et d'outils innovants pouvant pareillement fournir des informations détaillées, y compris des systèmes d'information géographique et technologies permettant d'associer plusieurs sources de données telles que les statistiques des douanes, de la police, des agences de développement, qui aident à analyser les modèles pouvant donner lieu à des réponses ciblées (OCDE, 2009, p. 69 ; Pour un exemple de Haïti, voir : Kolbe et Hutson, 2006).

Les données statistiques sur les tendances telles que le nombre de crimes, les développements démographiques ou les prix des produits alimentaires, peuvent suivre les corrélations entre ces événements et la violence, ce qui peut aider les analystes à identifier et traiter les facteurs de risque<sup>8</sup>.

De la même manière, ventiler les données par genre, par âge, par ethnicité et/ou par situation géographique, révèle tout effet d'insécurité disproportionné sur certains groupes ou toute concentration d'insécurité dans des lieux bien déterminés. Inversement, les mesures visant à déterminer où, quand et qui ne subit pas la violence peuvent révéler des facteurs de résilience et dénoter certains aspects réduisant les probabilités de violences.

Lorsque la qualité des données le permet, les décideurs de la RSS et les coordinateurs de programmes peuvent puiser dans des études axées sur les populations pour élaborer des activités basées sur les réalités locales avec précision, échelonnées avec pertinence et mises en œuvre au niveau approprié. Par exemple, lorsqu'une présence ou absence de violence est détectée, une erreur de jugement peut indiquer des facteurs de risque ou de résilience qui sont spécifiques à une seule communauté et la programmation peut par conséquent être orientée vers cette communauté en particulier. Cependant, si certaines tendances sont invariablement localisées dans plusieurs zones, cela peut signaler des problèmes systémiques qui exigent des efforts pour être canalisés à travers davantage de réformes municipales ou nationales. Les faits statistiques ont également un pouvoir de levier capable de mobiliser les moyens politiques pour faire face à l'insécurité. Intégrer des experts de la statistique et de la santé publique aux équipes d'évaluation peut faciliter la production et l'utilisation de ce type de données<sup>9</sup>. L'analyse par genre des stratégies et des programmes de paix et de sécurité a eu plus de succès depuis les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (particulièrement la RCS 1325 en 2000 et la RCS 1820 en 2008). L'impact des conflits sur les femmes, les appels à davantage de participation de leur part dans la construction de la paix et la lutte contre les violences sexuelles en situation de conflit, sont autant d'éléments qui réclament davantage d'attention sur la manière de faire face aux situations de risques et de sécurité et comment les programmes tels que la RVA et la RSS peuvent soulever ces questions.

Le CAD de l'OCDE a rajouté en 2009 dans son Manuel sur la Réforme des systèmes de sécurité une section indépendante intitulée *Integrating Gender Awareness and Equality* (l'intégration du genre et de l'égalité). Ces adaptations continuent donc d'affiner les évaluations et la conception des programmes. De manière générale, une approche de la RVA et de la RSS soutient une approche pragmatique et participative de l'évaluation, dans laquelle sont impliqués, au tout début, le personnel du programme et les bénéficiaires, et pour laquelle on fait appel à divers outils qui soient flexibles pour trouver la combinaison de méthodes adaptée à un contexte spécifique et liée aux besoins du programme.

## La conception des programmes

L'évaluation locale demande, dès les premières phases de la programmation, de conception et de planification, un certain degré de conscientisation sur les dynamiques animant les communautés. Intégrer les questions soulevées par le prisme de la violence armée à l'évaluation de la RSS et utiliser les statistiques axées sur les populations pour connaître précisément le nombre

### Encadré 2.4. Sierra Leone : les abus sexuels comme arme de guerre

**La recette du succès :** l'organisation Physicians for Human Rights (PHR) fait appel aux aptitudes, à l'expertise et à la crédibilité des professionnels de la santé pour lutter contre les violations des droits de l'Homme. Elle a mené une étude basée sur les populations afin d'évaluer la prédominance et l'impact des abus sexuels sur les réfugiés et les déplacés internes en Sierra Leone. En se basant sur une méthodologie rigoureusement scientifique et des techniques d'échantillonnage, les chercheurs du PHR ont établi des statistiques précises et des extrapolations fiables pour renseigner sur la nature et l'étendue des abus sexuels divulgués par l'enquête. L'étude a révélé entre autres les caractéristiques des auteurs de ces abus, l'assistance dont les victimes ont besoin et le recours systématique à cette arme de guerre par les soldats du RUF. Ce projet, mené avec le soutien de la mission d'assistance des Nations Unies en Sierra Leone (UNAMSIL) et les aides locales, a donné lieu à un rapport ayant permis de saisir le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la Commission de vérité et de réconciliation afin de donner la priorité à ce dossier et de garantir des réparations aux victimes.

**Les raisons du succès :** les évaluations épidémiologiques et les études axées sur les populations sont élaborées de manière à déterminer de façon précise les menaces particulières qui surviennent dans un contexte plus large. La collecte de ce type d'information et sa représentation en termes quantifiables peut donner une image de la distribution, des résultats et des facteurs de risque de la violence. En Sierra Leone, l'étude a été possible grâce à l'UNASMIL, aux statistiques déjà existantes sur les populations et à la présence d'importants camps de réfugiés. Tous ces facteurs ont facilité aussi bien l'accès que les conditions nécessaires à un bon échantillonnage, deux obstacles courants aux études épidémiologiques en zones (post)conflituelles.

*Source :* Thoms, O.N.T. et J. Ron (2007), « Public health, conflict and human rights : toward a collaborative research agenda », *Conflict and Health*, Vol. 1, No. 11.

et le type d'incidents causés par la violence armée, peut aider à identifier les complexités que la programmation de la RSS doit surmonter. Lors de la phase de mise en œuvre d'un programme, les coordinateurs doivent s'assurer que l'attention nécessaire est portée à chacune des questions posées par l'élaboration des objectifs, par les bénéficiaires, par les indicateurs pour le suivi et l'évaluation et par les résultats d'un programme. Intégrer ces connaissances à la conception, facilite la mise en place de réponses des programmes au niveau local, où l'impact de la violence est souvent plus accentué, et où les dynamiques sont plus spécifiques au contexte (Moser et McIlwaine, 2006).

### Encadré 2.5. Bangladesh : processus de consultation communautaire sur les ALPC et sur un programme de RSS

**La recette du succès :** au vu du problème sécuritaire posé par les armes légères et de petit calibre (ALPC) et les engins explosifs improvisés (EEI) au Bangladesh, le Bangladesh National Forum Against Small Arms et l'ONG Saferworld ont entrepris une large consultation communautaire pour identifier les inquiétudes de sûreté et de sécurité des communautés en contact avec les ALPC et les EEI. Les consultations ont réuni les points de vue de 150 communautés représentant 6 districts. Celles-ci ont révélé que non seulement les ALPC et les EEI étaient une source d'insécurité mais également que le rôle des forces de l'ordre et des agents aux frontières n'étaient pas toujours optimal. Les agences aux frontières n'étaient pas capables de contrôler le trafic et la contrebande d'armes et les agences de maintien de l'ordre étaient même une source d'armes à feu. Les recommandations qui suivirent ce processus de consultation ont par conséquent prôné un renforcement de la capacité des agences de maintien de l'ordre à gérer les stocks d'armes ainsi qu'un renforcement de la Bangladesh Rifles – l'agence chargée de la gestion des frontières –, des douanes et de l'agence chargée de l'immigration. De plus, l'accent a été particulièrement mis sur le fait qu'établir la confiance entre les communautés et les services de police est important (y compris concernant des sujets tels que les ALPC et les EEI) pour que ces derniers soient efficaces. Des programmes de renforcement des services de police dans les communautés ont été recommandés.

**Les raisons du succès :** les consultations communautaires, ont fourni des perspectives basiques sur l'impact des ALPC sur la sécurité des êtres humains tout en produisant des informations précieuses aussi bien pour les acteurs nationaux qu'internationaux qui tentent de développer des politiques et des programmes pour résoudre ces problèmes. Les conclusions de ce processus ont révélé des lacunes dans le secteur de la sécurité et ont proposé des recommandations pour surmonter ces défis. Les consultations sur les ALPC ont donc conduit à des recommandations en vue d'une approche de RSS. Plus encore, ce processus a permis aux communautés locales de s'impliquer dans des questions qui étaient jusque là du ressort exclusif de l'État, ce qui n'est pas uniquement important pour trouver des solutions mais également pour accroître la coopération entre l'État, les acteurs de la communauté et les citoyens.

*Source :* National Forum Against Small Arms and Light Weapons et Saferworld (2006), *Challenges to Peace and Security : Consulting Communities on Small Arms in Bangladesh*, Saferworld, Londres.



## Chapitre 3

# Les synergies entre la Réduction de la violence armée et les activités de programmation de la Réforme des systèmes de sécurité

### La RVA se concentre sur la RSS

Après avoir utilisé le prisme de la violence armée et autres (combinaisons de) méthodes innovantes d'évaluation pour identifier les points de la RSS à renforcer, l'étape suivante consiste à intégrer ces idées aux activités de la programmation. Appliquer une optique de RVA à une évaluation de la sécurité peut mettre en relief certains aspects de la RVA qui nécessitent d'être efficacement traités par la RSS, comme le démontre l'exemple du Bangladesh dans l'encadré 2.5. Un autre exemple est l'accent que certains programmes de police et de défense ont mis sur la gestion des ALPC et le désarmement (voir l'exemple du Cambodge dans *Cambodia : Bourne and Greene*, 2004). Il existe néanmoins plusieurs autres façons d'appliquer une optique de RVA pour améliorer l'efficacité des programmes de RSS<sup>10</sup>. Seule une véritable évaluation peut indiquer quelle forme un tel type de synergie doit avoir pour chaque situation particulière. De manière générale, il existe 4 sous-secteurs pouvant bénéficier d'une optique de RVA : la réforme des forces de l'ordre, la réforme de la défense, la réforme judiciaire et la société civile. Le tableau 3.1. expose une liste non exhaustive d'idées d'une optique de RVA appliquée à la programmation pour la RSS dans ces secteurs.

### La programmation complémentaire de la RVA et de la RSS

Il peut également y avoir des synergies entre des programmes de RVA et RSS concomitants. La prise de conscience quant aux avantages comparatifs de chaque programme et la complémentarité de ces avantages, peut garantir que les combinaisons les plus efficaces entre la RVA et la RSS peuvent être coordonnées tout en renforçant les activités de niches de chaque programme.

Tableau 3.1. **Idées d'une optique de RVA appliquée aux activités de programmation de la RSS**

Sous-secteur de la RSS	Approche de RVA appliquée à la RSS
Forces de l'ordre	<p>Résoudre la question des officiers de police auteurs de violences</p> <p>Construction de la capacité de réponse à la violence axée sur le genre/violences domestiques</p> <p>Construction de la capacité pour faire face à la violence des jeunes</p> <p>Construction de la capacité pour le suivi des taux de criminalité</p> <p>Construction de la capacité des systèmes de plaintes contre la criminalité et la coopération avec les systèmes de la santé publique</p>
Défense	Résoudre le problème du rôle des (ex) militaires auteurs de violences contre les hommes et les femmes
Système judiciaire	<p>Gérer les institutions formelles et informelles chargées des possessions d'armes et des comportements violents</p> <p>Gérer les institutions formelles et informelles chargées de la protection des groupes vulnérables</p> <p>Construction de la capacité à résoudre les disputes concernant les terres</p> <p>Construction de la capacité à juger les violences axées sur le genre/les violences domestiques</p> <p>Construction de la capacité à juger les violences des jeunes</p>
Société civile	<p>Construction de la capacité de suivi de la violence armée, y compris les violences perpétrées par des auteurs au sein du système de sécurité</p> <p>Construction de la capacité de vulgarisation et de soutien contre la violence armée, y compris les violences perpétrées par des auteurs au sein du système de sécurité</p> <p>Construction de la capacité de vulgarisation et de soutien contre les violences axées sur le genre/ les violences domestiques</p>

Ces avantages comparatifs peuvent être combinés de différentes manières, parmi lesquelles :

- L'ordonnement des efforts : en s'assurant par exemple que les programmes de RSS sont mis en œuvre sur des initiatives de RVA déjà existantes, ou vice versa. Pour plus d'informations, consulter le chapitre 4 sur les points d'ancrage.
- Une combinaison d'efforts : la programmation pour la RSS (par exemple la construction de la capacité de la police à faire face à la criminalité) peut avoir un impact dissuasif sur la criminalité, alors que la RVA peut, de son côté, cibler les facteurs de risque et de protection des auteurs potentiels de cette même criminalité (schémas de l'emploi des jeunes, etc.) et concevoir des programmes d'incitation des membres de la communauté locale pour s'impliquer dans la réduction de la violence (pour un exemple de Haïti, voir encadré 2.1.).

### Encadré 3.1. Colombie : réforme policière sur les violences domestiques avec une concentration sur les services sociaux

**La recette du succès :** La Banque interaméricaine de développement (BID) a souligné que la violence domestique représentait un réel problème en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle l'a donc intégrée comme approche dans sa programmation pour la réduction de la violence. En Colombie par exemple, les projets de la BID se sont concentrés sur l'amélioration des interfaces entre la police et les victimes d'abus et de violences domestiques. Pour ce faire, les projets ont mis en place des formations destinées aux officiers de police sur la manière de gérer des cas de violence domestique. Toujours dans le même cadre de programme, le projet de la BID à Bogota a également créé les « commissariats pour les familles » : des commissariats multiservices permettant aux victimes d'abus et de violences domestiques d'avoir accès à une assistance policière, judiciaire, psychologique et médicale au même endroit. Même s'il reste encore des efforts à faire en termes d'application et de capacité de médiation, ces commissariats ont été désignés comme « l'institution du secteur public la plus efficace à traiter les problèmes de violences domestiques ».

**Les raisons du succès :** Le projet de Bogota montre une manière innovante d'appliquer une optique de services sociaux à un programme de réforme policière. Le programme a efficacement intégré une optique d'assistance sociale aux victimes de violences domestiques à un programme plus élargi afin de renforcer la capacité de faire face à ce problème. En créant ces commissariats multidisciplinaires, le programme de réforme de la police a clairement ouvert la voie à une approche plus holistique, à plusieurs niveaux et multisectorielle de la violence domestique.

*Source :* Alda, E., M. Buvinić et J. Lamas (2006), « Neighbourhood Peacekeeping : The Inter-American Development Bank's Violence Reduction programmes in Colombia and Uruguay », *Civil Wars*, Vol. 8, No. 2, p. 197-214.

- Les institutions formelles et informelles : la RSS cible des réformes institutionnelles plus formelles des organes de la sécurité (avec un certain niveau d'attention aux acteurs non étatiques de la justice et de la sécurité). La RVA peut alors fonctionner en tandem pour la réforme des institutions informelles liées aux comportements violents (les pratiques, les normes et valeurs organisant le comportement social par exemple)<sup>11</sup>.

Le tableau 3.2. présente une liste non exhaustive de propositions et d'idées pratiques pour des programmes de RVA et de RSS complémentaires.

Un autre moyen de sensibiliser mutuellement les programmes est d'établir une communication entre les différents programmes et les acteurs qui y sont impliqués. En s'assurant que les parties prenantes aux programmes de RSS sont conscientes de ce qui se passe dans les programmes de RVA, et vice versa, les connections peuvent alors être établies quand c'est nécessaire.

Tableau 3.2. Idées pour des programmes de RVA et de RSS complémentaires

Programme de RVA	Programme de RSS
Groupes de surveillance de voisinage ; équipes d'intervention citoyenne d'urgence ; initiatives pour la sûreté citoyenne	Formation des forces de police à la surveillance communautaire ; campagnes d'assistance publique pour améliorer les relations entre la police et les communautés
Mécanismes de plaintes anonymes contre les abus des forces de sécurité	Désigner un médiateur officiel
Programmes sensibles au genre destinés aux jeunes pour réduire le risque d'enrôlement ou de victimisation	Programmes de DDR spécialisés et sensibles au genre pour faire face à la violence des jeunes, aux gangs connaissant le rôle des hommes et des femmes dans un conflit et lors de violences armées
Désarmement communautaire ; changement des normes culturelles et sociales soutenant la possession d'armes	Programmes de gestion des stocks d'ALPC pour la police et les forces de défense ; programmes de DDR pour les anciens soldats
Soutenir les comités locaux pour la paix pour la résolution non violente de disputes	Construction de la capacité de la justice locale/des systèmes de médiation
Forums de sécurité entre la communauté et les acteurs de l'État	Création de mécanismes de contrôle et de reddition de comptes
Campagnes de conscientisation des communautés et des enfants sur les mines et les engins non explosés	Formation d'unités de spécialistes en déminage
Réduction de la criminalité grâce au développement communautaire et aux programmes de « coexistence » ; programmes de réduction de la vente d'alcool	Réduction de la criminalité grâce à la construction de la capacité du secteur judiciaire et de la police pour répondre à et poursuivre les auteurs et assister les victimes
Projets de réhabilitation des auteurs ; développement et mise en œuvre de programmes alternatifs de jugements et condamnations	Construction de la capacité des systèmes judiciaire et pénal pour la poursuite, le jugement et la condamnation des auteurs ; mise en œuvre de systèmes de liberté conditionnelle ou de limitation de temps de la détention provisoire pour réduire la surpopulation carcérale
Campagnes de conscientisation et de sensibilisation sur les violences axées sur le genre et les violences domestiques ; changement des normes culturelles et sociales soutenant les violences axées sur le genre ; programmes d'assistance (foyers et services) pour les victimes de violences sexuelles et domestiques	Réformes judiciaires sur les violences axées sur le genre et les violences domestiques (dans les institutions formelles) ; construction de la capacité des institutions de sécurité chargées des procédures et des victimes liées aux violences axées sur le genre ; garantir une représentation équilibrée entre hommes et femmes dans les organes de sécurité
Accentuer l'attention portée aux jeunes impliqués dans la violence ou consommateurs de substances illégales ; campagnes pour le changement des normes sociales et des mentalités contribuant à accentuer la violence des jeunes	Construction de la capacité des secteurs policier, judiciaire et carcéral pour faire face à la violence des jeunes, aux poursuites et à l'incarcération des auteurs



### Encadré 3.2. Skopje : combiner un programme de RSS existant à une nouvelle initiative de RVA

**La recette du succès :** la communauté résidante dans la vieille ville de Skopje en République de Macédoine, souffrait d'un niveau élevé de pickpockets et de vols, de ventes de drogues, de prostitution et d'agressions à main armée. Il y avait une forte perte de confiance dans le rôle des forces de l'ordre. Grâce au soutien international, une unité de police à bicyclette a été créée mais s'est avérée inefficace. C'est dans ce contexte que **Saferworld**, avec un partenaire local, a mis en œuvre un programme de sûreté communautaire en partant de 9 réunions de groupes de discussion avec différentes parties prenantes de la communauté afin d'identifier leurs priorités en termes de sécurité. Un groupe de travail chargé de la sûreté et de la sécurité dans la vieille ville de Skopje (AWG) impliquant des représentants d'une ONG communautaire, la municipalité, le commissariat local, l'unité de police à bicyclette et les associations de commerces locales, a été mis en place pour traiter les priorités. Après consultation de la police, le groupe de travail a identifié le moyen de restructurer l'organisation du commissariat afin de mettre en place davantage de patrouilles sans coûts additionnels. Plusieurs actions communautaires ont été entreprises en même temps pour répondre à la criminalité, y compris l'enlèvement des étalages illégaux des vendeurs ambulants qui encombraient les ruelles, l'installation de bureaux de plaintes contre la criminalité et l'embauche de groupes de sécurité privés comme mesure de dissuasion additionnelle. La combinaison de toutes ces mesures a mené à une modeste diminution de la criminalité et de la violence armée.

**Les raisons du succès :** l'approche a débuté par l'identification des priorités par les propres membres de la communauté, puis a impliqué la participation au sein du groupe de travail de toutes les parties prenantes, y compris les représentants des commissariats existants et des projets de réformes antérieurs, afin d'établir un plan d'action. Cela a permis de faciliter et d'accélérer la communication avec les institutions pertinentes et l'établissement de faibles liens avec les programmes existants. Enfin, ces mesures ont permis de se pencher aussi bien sur les activités à niveau institutionnel et formel qu'à niveau communautaire.

*Source : Saferworld (2006), *Creating Safer Communities : Lessons from South Eastern Europe*, Saferworld, Londres.*



## *Chapitre 4*

### **Les points d'ancrage**

#### **La RSS comme point d'ancrage pour la RVA**

Dans certains cas, les gouvernements peuvent se montrer méfiants vis-à-vis des actions menées au niveau local et vouloir les surveiller de près. C'est tout particulièrement le cas dans les contextes de conflits internes où le gouvernement lutte contre une ou plusieurs factions rebelles, comme au Sri Lanka, par exemple. Dans de tels cas, le gouvernement pourrait être plus enclin à accepter d'avoir des discussions sur la réforme institutionnelle des institutions de sécurité que des discussions plus générales de RVA impliquant les populations locales. Une fois ces réformes lancées, les efforts peuvent être axés sur l'ouverture d'un dialogue avec les autorités nationales pour leur conseiller une programmation de RVA complémentaire. Lorsque les approches institutionnelles et techniques ne produisent pas les effets escomptés, c'est une occasion particulièrement propice pour aborder ce sujet. C'est le cas lorsqu'un programme de RSS ne parvient pas à satisfaire les besoins de sécurité des populations locales tels qu'ils s'expriment sur le terrain. Haïti constitue un exemple de cette situation : les programmes initiaux de l'ONU ciblaient fortement le renforcement de la capacité institutionnelle, mais leur faible efficacité les a conduits à être remplacés par des programmes de RVA davantage centrés sur les populations locales<sup>12</sup>. De la même manière, lorsque les programmes de RSS ont effectivement de bons résultats, ils peuvent être renforcés et complétés par des programmes de RVA supplémentaires, comme en attestent les nombreux cas où la réduction des armes légères et de petit calibre et les réformes législatives ont figuré au titre de la programmation de RSS.

#### **La RVA comme point d'ancrage pour la RSS**

Les circonstances caractérisant régulièrement les contextes fragiles, où l'État ne peut pas ou ne veut pas garantir que tous ses citoyens aient accès à la sécurité, à la justice et à d'autres services, peut nuire gravement à la mise en

œuvre concrète de la RSS. Dans de tels cas, une approche de RSS n'est pas forcément le point d'ancrage le plus adéquat pour la programmation, puisque le travail avec les institutions étatiques est très difficile et ne permettrait sûrement pas d'améliorer la fourniture des services de sécurité et de justice à la population locale. La Somalie est un exemple extrême d'une telle situation. Dans ce contexte, il est vraisemblablement plus efficace de commencer par des programmes de RVA centrés sur les populations locales. En plus de satisfaire plus immédiatement les besoins de sécurité et de justice au niveau local, cela peut permettre d'envisager une programmation de la RSS ultérieure.

De la même manière, cette approche peut être adoptée lorsque les institutions étatiques ont commis des violations des droits de l'Homme et/ou lorsqu'il existe une méfiance importante de la population à leur égard. La mise en place d'initiatives de sécurité au niveau local, tout comme le travail avec des acteurs locaux/non étatiques de sécurité et de justice<sup>13</sup>, peut fournir une base pour la discussion de réformes du système de sécurité ainsi que favoriser le niveau de confiance de la population requis pour améliorer la gouvernance dans des zones où l'État n'avait pas, auparavant, accès.

#### Encadré 4.1. **Les équipes locales de sécurité à Cali : un point d'ancrage de la RVA pour la réforme de la police locale**

**La recette du succès :** A Cali, en Colombie, des équipes locales de sécurité composées de jeunes ont été créées pour garantir une sécurité de base dans les quartiers considérés trop dangereux pour que les patrouilles de police y accèdent. Les équipes ont bénéficié d'un soutien organisationnel ainsi que d'une formation de premiers secours et de sécurité personnelle, réalisée par un conseil de paix communautaire local (DESEPAZ). Une fois que les équipes aient été acceptées et légitimées auprès de la population locale, la coopération avec la police locale a été mise en œuvre au moyen d'une réforme de la police de proximité. Ainsi, l'autorité policière formelle a pu être progressivement réintroduite.

**Les raisons du succès :** Dans ce cas, la réussite a été mise sur le compte de la capacité des équipes à améliorer les conditions de sécurité, à recueillir le soutien de la population locale et à s'engager dans la voie d'une relation plus positive entre la police locale et la population locale. La construction de ce lien exige principalement que les forces de sécurité de l'État se familiarisent avec les programmes locaux et qu'elles s'ouvrent aux bénéfices de la coopération. De la même manière, les projets centrés sur les populations locales doivent disposer d'une structure organisationnelle à même de faciliter le travail conjoint avec les autorités locales ainsi que les forces de sécurité (inter)nationales opérant dans la zone.

*Source :* Hill, R., J. Temin et L. Pacholek (2007), « Building Security Where There Is No Security », *Journal of Peacebuilding and Development*, Vol. 3, No. 2, p. 38-51.

La RVA peut également faciliter l'introduction de programmes de RSS grâce à son approche centrée sur les personnes, ses méthodologies basées sur la situation concrète et son travail de recommandation. Ainsi, l'approche de la violence armée en termes des personnes et des auteurs de la violence peut déclencher des enquêtes au sujet de la corruption, de manquements ou de violations des droits de l'Homme commises au sein d'une ou de plusieurs branches de la sécurité de l'État. Si les preuves peuvent être réunies, la présentation de cette information aux autorités locales ou aux donateurs internationaux peut permettre de recueillir le soutien politique nécessaire à la mise en œuvre de programmes de RSS (l'exemple de la Sierra Léone est présenté dans l'encadré 2.4.).



## Chapitre 5

### Le suivi et l'évaluation

Le suivi et l'évaluation consistent à surveiller de près le déroulement d'un programme, à identifier les changements que celui-ci a entraînés et à prendre la mesure des enjeux soulevés par ses effets directs. La RVA et la RSS contribuent chacune différemment au suivi et à l'évaluation, reflétant leurs approches spécifiques de la mise en place de la sécurité et de la stabilité. La RVA met l'accent sur le rôle du contexte et des populations locales, en particulier dans le développement d'indicateurs de suivi et d'évaluation (OCDE, 2009, p. 73). La perspective RSS du suivi et de l'évaluation porte plutôt sur la gestion des programmes, particulièrement en tant qu'outil pour évaluer et ajuster les processus (OCDE, 2007, pp. 75-76). Ainsi, chaque perspective apporte une contribution, s'agissant respectivement de : (a) l'élaboration d'indicateurs et (b) l'implication des parties prenantes locales.

#### L'élaboration d'indicateurs

Dans le cadre du suivi et de l'évaluation, les **indicateurs** sont des descripteurs précis d'éléments empiriques utilisés pour mesurer le changement entraîné par un programme. L'identification des indicateurs pendant la phase de planification permet de clarifier les objectifs du projet tout en fournissant une évaluation de la situation de départ, ce qui permet à son tour de comparer le progrès et l'impact d'un programme avec les conditions de départ. Le Manuel de la RSS avance des critères d'évaluation qui sont conformes aux normes générales de l'OCDE pour l'évaluation des programmes de développement et qui peuvent être regroupés dans les catégories suivantes : **pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité**. De plus, une description de certaines caractéristiques essentielles des indicateurs est donnée : ceux-ci doivent être mesurables, spécifiques au contexte, non ambigus et réalistes (OCDE, 2007, p. 77). La note d'orientation sur la RVA apporte un éclairage important sur l'adaptation des indicateurs au niveau local et à des projets spécifiques (OCDE, 2009, p. 73). S'agissant de la conception des indicateurs, la complémentarité de

ces deux approches fait ressortir, entre autres, une prise en compte particulière de :

- Quels indicateurs constituent une traduction juste des manifestations de violence telles qu'elles sont vécues par les hommes et les femmes, les garçons et les filles qui en sont affectés ;
- Quelles manifestations de violence peuvent, de manière réaliste, être ciblées ; quelles sont celles dépassant la portée probable de l'impact du programme ;
- Quels comportements locaux peuvent être utilisés pour indiquer des attitudes, des croyances et/ou des perceptions populaires ; comment ces comportements sont-ils susceptibles de varier entre différents groupes affectés ;
- Quels indicateurs sont propres au niveau micro et offrent donc des preuves empiriques plus exactes de l'impact d'un programme spécifique au niveau local ;
- Quelles sources de données existantes (les taux d'assiduité scolaire, les dossiers médicaux, par exemple) pourraient fournir des informations pertinentes sans exiger la mise en place de nouveaux systèmes de suivi.

### **L'implication des parties prenantes locales : l'appropriation et les capacités des agents sur le terrain**

La mise au point d'indicateurs en phase avec la réalité locale constitue une excellente occasion d'impliquer les parties prenantes locales dès les premières phases de la conception du programme, en s'assurant que les attentes soient réalistes et en créant une vision commune de la réussite partagée par le donneur, l'État bénéficiaire et les populations locales. Bien que la RSS et la RVA fassent toutes deux valoir l'importance de l'implication des partenaires locaux, leurs raisons de cette implication traduisent leurs différences d'approche. La RSS met l'accent sur la participation des parties prenantes locales dans les évaluations de programmes, considérant que cette participation est essentielle pour renforcer à la fois l'appropriation locale et les rapports entre État et société au sein du pays partenaire (OCDE, 2007, pp. 259-260). La RVA insiste sur la façon dont la participation locale au suivi et à l'évaluation permet aux programmes de tirer pleinement profit des informations locales et de l'ancrage des membres de la communauté pour obtenir un suivi et une réponse rapides. En outre, l'implication des parties prenantes locales dans le développement des repères et des indicateurs accroît les capacités de recherche et de recommandation des populations locales (OCDE, 2009, p. 73). A long terme, cela peut renforcer le contrôle de la société civile sur les forces de sécurité, ce qui contribue à la durabilité des réformes des systèmes de sécurité.



Une part plus importante de connaissances et de compétences locales dans la collecte systématique de données, dans leur enregistrement et dans la reddition de comptes, ou encore dans leur analyse en vue du suivi et de l'évaluation sur les questions de sécurité et de violence armée (axée sur le genre), ne sont que quelques exemples des façons dont les donateurs peuvent s'associer efficacement aux acteurs locaux tout en favorisant l'appropriation locale et en améliorant la durabilité à long terme. De plus, la mise en œuvre de programmes locaux de suivi continu peut constituer un système d'alerte précoce et améliorer le niveau de connaissances sur des questions comme la corruption. Les partenaires locaux pourraient ainsi, étant donnée leur présence sur le terrain, développer des actions de prévention et de réponse rapide.

### Encadré 5.1. Le Mali : le suivi et l'évaluation participatifs

**La recette du succès :** Évoquant le besoin crucial de reconnaître les perceptions locales à leur juste valeur, l'Institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Désarmement (UNIDIR) a réalisé une étude mettant en avant les avantages des approches participatives du suivi et de l'évaluation. Partant de l'idée que la réussite des campagnes de désarmement dépend de la visibilité de leurs effets positifs pour les populations locales, l'UNIDIR a effectué le suivi et l'évaluation participatifs à l'évaluation de l'impact local d'un programme de collecte d'armes au Mali. Les populations locales et les bénéficiaires du programme ont ainsi identifié une série d'indicateurs qui leur semblaient pertinents et significatifs eu égard aux effets directs du programme. Ces indicateurs, souvent d'ordre qualitatif, décrivaient des comportements observables que les parties prenantes locales utilisaient alors pour évaluer, entre autres, la sécurité et la restauration du capital social au sein de leur communauté. Cette méthodologie a été présentée comme une alternative à l'application d'indicateurs préalablement définis et souvent strictement quantitatifs, tels que le nombre d'armes collectées, ne reflétant pas toujours les normes locales de réussite.

**Les raisons du succès :** Le suivi et l'évaluation participatifs ont été appliqués pour élaborer des pratiques de suivi continu mettant en valeur la façon dont les parties prenantes locales perçoivent leur propre situation et le programme. Étant donné que les donateurs et les acteurs sur le terrain prêtent une attention particulière aux indicateurs de suivi et d'évaluation, l'inclusion de descriptions précises des attentes et des évaluations locales des critères de suivi et d'évaluation peut réduire les interprétations contradictoires de la réussite entre parties prenantes locales et étrangères. L'étude a débouché sur plusieurs indicateurs de la façon dont une population locale particulière définit la sécurité, sur sa compréhension du programme de désarmement et sur la façon dont ses membres considèrent pouvoir y contribuer. Cette information peut également servir pour gérer les attentes, encourager un suivi continu sur le terrain et renforcer l'appropriation locale en fournissant des espaces clairs et concrets pour les apports locaux.

*Source :* Mugumya, G. (2004), *Exchanging Weapons for Development in Mali : weapons collection programmes assessed by local people*, UNIDIR (Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement), Genève ; Muggah, R. (2005a), *Listening for a Change! Participatory Evaluation of DDR and Arms Reduction in Mali, Cambodia and Albania*, UNIDIR, Genève.



## Notes

1. Pour rester fidèles à la terminologie et aux définitions de l'OCDE, nous avons opté pour l'utilisation du terme Réforme des systèmes de sécurité. Ce n'est bien entendu pas le seul terme utilisé. D'autres termes tels que réforme du secteur de la sécurité, réforme de la justice et de la sécurité, développement du secteur de la sécurité et quelque fois programmation de l'autorité de la loi, entre autres, sont des termes également utilisés pour se référer à la programmation de type RSS. Bien que Réforme des systèmes de sécurité soit le terme choisi, les idées de cette note peuvent être également appliquées à d'autres programmes ayant des objectifs similaires.
2. Le chapitre 7 du *Manuel de l'OCDE sur la Réforme des systèmes de sécurité* (OCDE, 2007) analyse la programmation pour chacun des secteurs et énumère, par secteur, les liens existants avec d'autres secteurs des systèmes de sécurité desquels il faut tenir compte lors de la programmation. Pour plus de détails, consulter ce chapitre du manuel.
3. Les enfants et les jeunes constituent une catégorie particulièrement importante pour la programmation de la RVA. Pour plus d'informations, sur la programmation destinée à la réduction de la violence chez les jeunes, consulter la note de programmation de l'OCDE sur le sujet.
4. Un exemple clair en est le *Manuel de l'OCDE sur la Réforme des systèmes de sécurité* (OCDE, 2007).
5. La RSS peut être considérée dans ce sens comme un effort de renforcement de l'État vu qu'elle « tente de renforcer les relations réciproques entre un État fournissant des services pour sa population et les groupes sociaux et politiques qui s'engagent de manière constructive avec leur État » (Wyeth et Sisk, 18 juin 2009, p. 5, citant OCDE (2008), *Statebuilding in Situations of Fragility : Initial Findings*).
6. La RVA peut être considérée dans ce sens comme une approche de rétablissement de la paix, qui « implique une série de mesures visant à réduire le risque de s'engager ou de se réengager dans un conflit en renforçant les capacités nationales à tous les niveaux et en jetant les bases d'une paix et d'un développement durables » (Wyeth et Sisk, 18 juin, 2009, p.5, citant *Conceptual basis for peacebuilding for the UN system* (Bases conceptuelles pour la construction de la paix pour le système des Nations Unies) adoptées par le Comité des politiques du Secrétaire général, mai 2007). La RVA reste cependant plus vaste que la construction de la paix dans le sens où elle traite beaucoup plus de facteurs de la gestion de conflits que la capacité nationale à tous les niveaux.

7. Une approche de RVA dans les évaluations ne devrait cependant pas remplacer les méthodes d'évaluation déjà existantes. Elle peut plutôt apporter son aide pour réunir plusieurs méthodes d'évaluation et faire en sorte que les évaluations et la programmation soient plus sensibles à la violence armée. Pour plus de détails, consulter « Chapitre 4 : Évaluations : appliquer le prisme de la violence armée » (OCDE, 2009).
8. Un exemple en Colombie démontre comment la corrélation entre la violence armée et la consommation d'alcool a mené à des restrictions municipales sur les ventes, ce qui est supposé avoir considérablement réduit les taux de criminalité (Atwood, Glatz et Muggah, 2006, p.26).
9. L'approche basée sur la santé publique implique une forme très technique de recherche, nécessitant des formations spécialisées en collecte de données, en conception d'enquêtes, en techniques d'échantillonnage et en analyses statistiques. Ce processus peut être facilité en confiant les projets d'évaluation à des épidémiologistes – particulièrement ceux habitués à la recherche sur les conflits – ou de les intégrer dans les équipes d'évaluation et les personnels de programmes. Pour une analyse plus détaillée, consulter : Thoms et Ron (2008).
10. Le programme de maintien de l'ordre communautaire mis en œuvre au Kenya est un autre exemple d'intégration d'une optique de RVA dans un programme de réforme des forces de l'ordre. Pour plus d'informations consulter Saferworld (2008), *Implementing Community-Based Policing in Kenya*, Saferworld, Londres.
11. Pour des exemples sur les institutions informelles, consulter : l'Organisation Mondiale de la Santé (2009a).
12. Le 3<sup>e</sup> rapport trimestriel de désarmement, démobilisation et réintégration du PNUD cite la résolution S/RES/1702 qui « reconnaît les limites de l'approche de désarmement, démobilisation et réintégration (...) et de plus reconnaît le rôle des populations locales dans la préparation de la République d'Haïti à un retrait progressif des [Opérations de maintien de la paix] (...) Cette résolution est le résultat d'une longue et difficile lutte entreprise par la Section intégrée de désarmement, démobilisation et réintégration depuis la mi-2005, faisant valoir le besoin de concevoir une (...) stratégie innovante visant essentiellement à "*faire en sorte que les armes se trouvent hors de portée pour gérer la sécurité des populations locales*". » (PNUD, 2006).
13. Pour une analyse des enjeux conceptuels et des questions de politiques présents dans le travail avec les acteurs locaux et non étatiques de la sécurité et de la justice, consulter Scheye (2009b).

## *Bibliographie*

- Alda, E., M. Buvinić et J. Lamas (2006), « Neighbourhood Peacekeeping: The Inter-American Development Bank's Violence Reduction programs in Colombia and Uruguay », *Civil Wars*, Vol. 8, No. 2, p. 197-214.
- Atwood, D., A. Glatz et R. Muggah (2006), *Demanding Attention: Addressing the Dynamics of Small Arms Demand*, Small Arms Survey et QUNO (Bureau de Quaker auprès des Nations Unies), Genève.
- Banal, L. et V. Scherrer (2006), « ONUB and the Importance of Local Ownership: the Case of Burundi », In *Security Sector Reform and UN Integrated Missions*, éd. Hänggi and Scherrer, DCAF (Centre pour le contrôle démocratique des forces armées), Genève.
- Bartrop, R. (2008), *Country Study: The Negotiation of Security Issues in the Burundi Peace Talks*, Centre pour le dialogue humanitaire, Genève.
- Bastic, M. (2008), « Integrating Gender in Post-Conflict Security Sector Reform ». Policy Paper No. 29, DCAF, Genève, [www.dcaf.ch/publications/kms/details.cfm?lng=en&id=90764&navl=5](http://www.dcaf.ch/publications/kms/details.cfm?lng=en&id=90764&navl=5), consulté le 13 avril 2010.
- Bercovitch, D. (2009), *Tambou Lapé, a positive experience on youngsters' exit of armed violence*, Comunidad Segura, [www.comunidadsegura.org/en/STORY-Tambou-Lape-a-positive-way-out-from-armed-violence](http://www.comunidadsegura.org/en/STORY-Tambou-Lape-a-positive-way-out-from-armed-violence), consulté le 2 octobre 2009.
- Bigerty II, R. et N. Ondiak (2009), *Haiti's Changing Tide: A sustainable security case study*, Center for American Progress, Washington, DC.
- Bourne, M. et O. Greene (2004), *Armed violence, governance, security sector reform and safety security and access to justice*, CICS (Centre for International Cooperation and Security), Bradford, [www.brad.ac.uk/acad/cics/publications/AVPI/briefing/AVPI\\_SSR\\_Briefing\\_Paper.pdf](http://www.brad.ac.uk/acad/cics/publications/AVPI/briefing/AVPI_SSR_Briefing_Paper.pdf), consulté le 21 août 2009.
- Buvinić, M., E. Alda, et J. Lamas (2005), *Emphasizing Prevention in Citizen Security. The Inter-American Development Bank's Contribution to reducing Violence in Latin America and the Caribbean*, BID (Banque interaméricaine de développement), Washington, DC.

- Buvinić, M. et A. Morrison (1999a), *Preventing Violence. Technical Note 5*, BID, Département du développement durable, Washington, DC, [www.iadb.org/sds/doc/SOCTechnicalNote5E.pdf](http://www.iadb.org/sds/doc/SOCTechnicalNote5E.pdf), consulté le 22 décembre 2009.
- Buvinić, M. et A. Morrison (1999b), *Controlling Violence. Technical Note 6*, BID, Département du développement durable, Washington, DC, [www.iadb.org/sds/doc/SOCTechnicalNote6E.pdf](http://www.iadb.org/sds/doc/SOCTechnicalNote6E.pdf), consulté le 22 décembre 2009.
- Centre Henry L. Stimson (2008), *MINUSTAH*, Peace Operations Fact Sheet Series.
- CIGI (Centre for International Governance Innovation): Security Sector Reform Monitor (2009), *Haiti: May 2009 No.1*, CIGI, Waterloo, Canada.
- Colletta, N. et R. Muggah (2009), « Rethinking Post-War Security Promotion », *Journal of Security Sector Management*, Vol. 7, No. 1.
- Cuesta, J., E. Alda et J. Lamas (2007), *Social Capital, Violence and Public Intervention: The Case of Cali*, BID, Washington, DC, <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=973008>, accessed 22 December 2009.
- Déclaration de Genève (2008), *Global Burden of Armed Violence*, Déclaration de Genève, Genève.
- Faltas, S. et W.C. Paes (2004), *Brief 29: Exchanging Guns for Tools. The TAE Approach to Practical Disarmament – An Assessment of the TAE Project in Mozambique*, World Vision et Bonn International Centre for Conversion, Allemagne.
- Forbes, A. (2007), *Rapid Assessments of the Impact and Perceptions of Small Arms in the Burundi Interior*, DanChurchAid et Conseil National des Eglises du Burundi, [www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/country/afr\\_pdf/africa-burundi-2007-1-Forbes-DCA-SALW.pdf](http://www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/country/afr_pdf/africa-burundi-2007-1-Forbes-DCA-SALW.pdf), accessed 22 December 2009.
- Gauthier, A. et P. Bonin (2008), *Haiti: Voices of the Actors, Working Paper No.52*, FRIDE (Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior), Madrid.
- Genève Declaration (2006), *The Genève Declaration on Armed Violence*, Genève Declaration, Genève, [www.genevadeclaration.org/fileadmin/docs/Genève-Declaration-Armed-Violence-Development-091020-EN.pdf](http://www.genevadeclaration.org/fileadmin/docs/Genève-Declaration-Armed-Violence-Development-091020-EN.pdf), consulté le 14 avril 2010.
- Hänggi, H. et V. Scherrer (2006), « Chapter 4: Recent Experience of UN Integrated Missions in Security Sector Reform », in *Security Sector Reform and Integrated Missions*, ed. H. Hänggi et V. Scherrer, DCAF, Genève.

- Hill, R., J. Temin et L. Pacholek (2007), « Building Security Where There is No Security », *Journal of Peacebuilding and Development*, Vol. 3, No. 2, p. 38-51.
- ICG (International Crisis Group) (2006), *Haiti: Security and Reintegration of the State, Latin America/Caribbean Briefing No.12*, ICG, Bruxelles.
- ICG (2007), *Consolidating Stability in Haiti, Latin America/Caribbean Report No. 21*, ICG, Bruxelles.
- ICG (2008), *Reforming Haiti's Security Sector, Latin America/Caribbean Report No. 28*, ICG, Bruxelles.
- ICG (2009), *Haiti 2009: Stability at Risk, Latin America/Caribbean Briefing No.19*, ICG, Bruxelles.
- Kolbe, A.R. et R. Hutson (2006), « Human rights abuse and other criminal violations in Port-au-Prince, Haiti: a random survey of households », *The Lancet*, Vol. 368, p. 864-73.
- Kristen, A. (2007), *Guns and Roses: Gender and Armed Violence in Africa*, PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), Genève, [www.undp.org/cpr/documents/armed\\_violence/AV\\_gender.pdf](http://www.undp.org/cpr/documents/armed_violence/AV_gender.pdf), accessed 13 April 2010.
- Law, D.M. (2006), « Conclusion: Security sector (re)construction in post-conflict settings », *International Peacekeeping*, Vol. 13, No. 1, p. 111-123.
- Leao, A. (2004), « Weapons in Mozambique, Reducing Availability and Demand », *Monograph No. 94*, Institute for Security Studies, Pretoria, [www.iss.co.za/pubs/Monographs/no94/Contents.html](http://www.iss.co.za/pubs/Monographs/no94/Contents.html), consulté le 13 avril 2010.
- Mani, R. (1999), « Contextualizing police reform: Security, the rule of law and post-conflict peacebuilding », *International Peacekeeping*, Vol. 6, No. 4, p. 9-26.
- Mobbek, E. (2006a), « MINUSTAH and the Need for Context-Specific Strategy: The Case of Haiti », in *Security Sector Reform and UN Integrated Missions: Experience from Burundi, the Democratic Republic of Congo, Haiti and Kosovo*, ed. H. Hänggi et V. Scherrer, DCAF, Genève.
- Mobbek, E. (2006b), *MINUSTAH: DDR and Police, Justice and Correctional Reform in Haiti*, Action Aid, Londres.
- Moser, C. et C. McIlwaine (2006), « Latin American Urban Violence as a Development Concern: Towards a Framework for Violence Reduction », *World Development*, Vol. 34, No. 1, pp.89-112.

- Muggah, R. et K. Krause (2009), « Closing the Gap Between Peace Operations and Post-Conflict Insecurity: Towards a Violence Reduction Agenda », *International Peacekeeping*, Vol. 16, No. 1, pp.136-150.
- Muggah, R. (2008), « Guest Editorial: An armed violence prevention and reduction agenda », *Medicine, Conflict and Survival*, Vol. 24, No. 4, p. 255-259.
- Muggah, R. (2005a), *Listening for a Change! Participatory Evaluation of DDR and Arms Reduction in Mali, Cambodia and Albania*, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), Genève.
- Muggah, R. (2005b), *Securing Haiti's Transition: Reviewing Human Insecurity and the Prospects for Disarmament, Demobilization and Reintegration*, Small Arms Survey, Genève.
- Mugumya, G. (2004), *Exchanging Weapons for Development in Mali: weapons collection programmes assessed by local people*, UNIDIR, Genève.
- National Forum Against Small Arms and Light Weapons et Saferworld (2006), *Challenges to Peace and Security: Consulting Communities on Small Arms in Bangladesh*, Saferworld, Londres, [www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/Bangladesh%20report%20final.pdf](http://www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/Bangladesh%20report%20final.pdf), consulté le 8 avril 2010.
- Neild, R. (1999), *The Role of the Police in Violence Prevention. Technical Note 9*, IADB, Sustainable Development Department, Washington, DC, [www.iadb.org/sds/doc/SOCTechnicalNote9E.pdf](http://www.iadb.org/sds/doc/SOCTechnicalNote9E.pdf), accessed 22 December 2009.
- Nindorera, W. (2007), *Security Sector Reform in Burundi: Issues and Challenges for Improving Civilian Protection*, Document de travail du CENAP (Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits) et North-South Institute, Bujumbura, Burundi.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2005), *Security System Reform and Governance*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *OCDE DAC Handbook on Security System Reform. Supporting Security and Justice*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Armed Violence Reduction. Enabling Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (avril 2010), *Accelerating Progress Towards the MDGs in Conflict and Fragile Settings*, OCDE (Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité) INCAF, Washington, DC.
- OMS (Organisation mondiale de la santé) (2009a), « Changing Cultural and Social Norms that Support Violence », *Violence Prevention the evidence*, OMS, Genève, [http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789241598330\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789241598330_eng.pdf), accessed 22 December 2009.



- OMS (2009b), *Violence Prevention Alliance: The Public Health Approach*, WHO, Genève, [www.who.int/violenceprevention/approach/public\\_health/en/index.html](http://www.who.int/violenceprevention/approach/public_health/en/index.html), consulté le 22 décembre 2009.
- PNUD (2006), *DDR Quarterly Report: Integrated DDR Section: UNDP–MINUSTAH*, PNUD, New York.
- PNUD (2008), *UNDP Country programme document for Haiti (2009-2011)*, PNUD, New York.
- Rathmell, A. (2009), « Security and Justice Development – What Next? », *Journal of Security Sector Management*, Vol. 7, No. 2.
- Saferworld (2008), *Implementing Community-Based Policing in Kenya*, Saferworld, London, [www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/Report.pdf](http://www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/Report.pdf), consulté le 22 décembre 2009.
- Saferworld (2006), *Creating Safer Communities: Lessons from South Eastern Europe*, Saferworld, Londres, [www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/Creating\\_safer\\_communities\\_Dec06\\_%20English.pdf](http://www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/Creating_safer_communities_Dec06_%20English.pdf), consulté le 22 décembre 2009.
- Santa Barbara, J. et G. MacQueen (2004), « Peace through health: key concepts », *The Lancet*, Vol. 364, p. 384-386.
- Scheye, E. (2009a), *State-Provided Service, Contracting Out and Non-State Networks: Justice and Security as Public and Private Goods and Services*. OCDE, INCAF, Paris.
- Scheye, E. (2009b), *Pragmatic Realism in Justice and Security Development: Supporting Improvement in the Performance of Non-State/Local Justice and Security Networks*, Institut Clingendael, La Haye, [www.clingendael.nl/publications/2009/20090707\\_cru\\_local\\_justice\\_scheye.pdf](http://www.clingendael.nl/publications/2009/20090707_cru_local_justice_scheye.pdf), Consulté le 18 Septembre 2009.
- Secrétariat général des Nations Unies (2009), *Promoting development through the reduction and prevention of armed violence (A/64/228)*, Assemblée générale des Nations Unies, New York.
- Thoms, O. N.T. et J. Ron (2007), « Public health, conflict and human rights: toward a collaborative research agenda », *Conflict and Health*, Vol. 1, No. 11.
- Valasek, K. (2008), « Security Sector Reform and Gender », in *Gender and Security Sector Reform Toolkit*, DCAF, Genève, [www.dcaf.ch/publications/kms/series\\_gssr-toolkit.cfm?nav1=5&nav2=6](http://www.dcaf.ch/publications/kms/series_gssr-toolkit.cfm?nav1=5&nav2=6), Consulté le 13 avril 2010.

- Veen, E. van (2008), « Reverse Stakeholder Mapping: On the Need for Actor-Based SSR Strategizing in Post-Conflict Environments », *Journal of Security Sector Management*, Vol. 6, No. 2.
- Viva Rio (2009), *Honour and Respect for Bel Air, Annual Report 2008*, Viva Rio, Haïti.
- Wyeth, V. et J. Sisk (2009), « Rethinking Peacebuilding and Statebuilding in Fragile and Conflict-Affected Countries », Note d'analyse non publiée de l'OCDE-INCAF, Genève.

## **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

# Relier la Réforme des systèmes de sécurité et la Réduction de la violence armée

## NOTE DE PROGRAMMATION

Dans le but d'aider les experts en développement à faire face au problème de la violence armée, trois notes de programmation ont été élaborées et sont venues mettre à profit la publication de 2009 intitulée Réduire la violence armée, permettre le développement.

Ces trois notes couvrent les sujets suivants:

- La violence armée en zones urbaines
- La jeunesse et la violence armée
- Les liens existants entre la réduction de la violence armée et la Réforme des systèmes de sécurité

[www.oecd.org/dac/incaf](http://www.oecd.org/dac/incaf)